

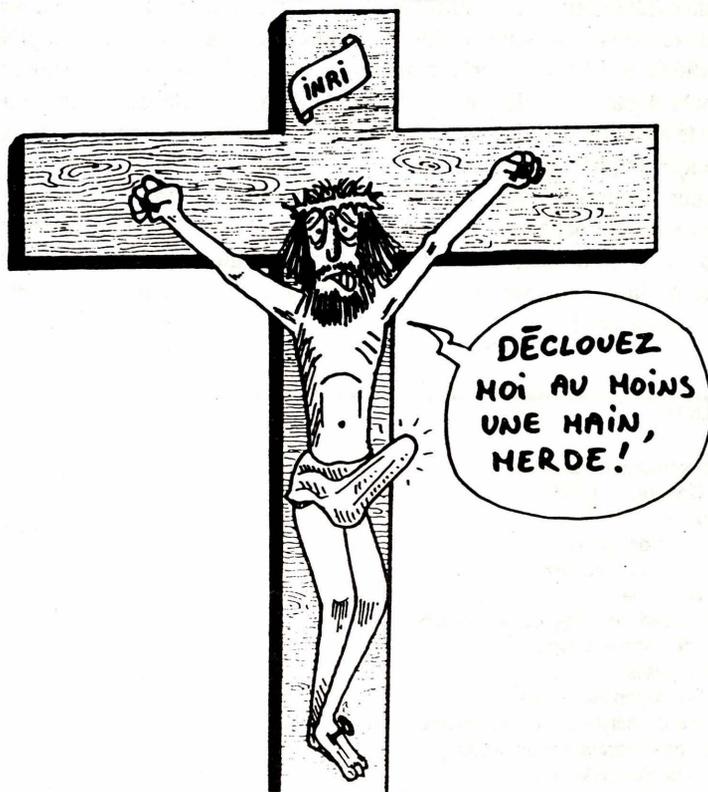
# REFLEX

Novembre 1988

N°19

Prix : 12 Frs

MENSUEL ★



**LA DERNIERE TENTATION...**



"Nous sommes les réfugiés  
de l'Etat policier...  
Pensez aux prisonniers,  
on veut la liberté..."

Berurier Noir, *Descendons dans la rue.*



## Edito

On découvre aujourd'hui, en France, que l'intégrisme religieux n'est pas seulement une donnée Moyen-Orientale. Depuis un mois, les intégristes manifestent de manière pour le moins violente une farouche hostilité aux "tentations du christ" appuyé dans leur actes à la fois par les autorités religieuses et par la police qui dans certaines villes alla jusqu'à leur pêter main forte. Dans le même temps, droite et extrême-droite au coude à coude se retrouve régulièrement dans la rue entraînant une recrudescence des manifestations en faveur de la peine de mort. La campagne du Front pour le Non au referendum leur donne encore une fois l'occasion de se réunir et de faire les louanges du colonialisme de meetings en meetings. Ainsi, la droitisation de la société prend des proportions de plus en plus inquiétante. Face à cela, l'audace gouvernementale n'est pas au rendez-vous, et le consensus favorise toutes les compromissions. Quoi de neuf pour les immigrés depuis Mai 88 ? Quoi de neuf dans les comportements de la police ? Quoi de neuf pour les réfugiés ?...

En revanche, les initiatives de la police se multiplient contre les différents groupes de la mouvance alternative, on perquisitionne et on menace à Paris comme en province, et les fichiers sur l'extrême gauche des renseignements généraux se remplissent, alors que suite à l'incendie du St Michel, la préfecture en est réduite à arrêter trente fafs au hasard pour les libérer peu après, histoire de donner l'impression d'un contrôle de la situation... Si même la police socialiste en arrive à considérer les milieux rock comme plus dangereux que l'extrême droite, il y a quelque inquiétude à avoir...

Renforcer l'entraide, soutenir les militants emprisonnés, permettre la construction d'un mouvement alternatif culturelle et politique, créer des liens avec les autres mouvements européens, être solidaire des peuples soumis à l'impérialisme et au colonialisme, soutenir les révoltes de la jeunesse dans les pays dictatoriaux,... autant de luttes et de combats auxquelles Réflex s'associent !

### Sommaire

Alger : hommage au silence	P 3
Berlin : Congrès anti FMI	P 4
Vos papiers	
Deux ans après, on n'a pas oublié !	P 5
Les intégristes et la police	P 6-7
Brèves policières	P 8
Kanaky - Solidarité avec les prisonniers kanak	P 9-10
Sortons de notre réserve !	
De Tintin à Pétain	P 11
Skins : Des lepénistes actifs	P 13-14
Congrès antifasciste, antiraciste et antisexiste de Berlin	P 14-15
Coordination nationale antifasciste	P 16
Interview du Scalp de Lille	P 17-18
Interview du Scalp de Reims	P 19
Brèves	P 20
De toutes les couleurs	
Convergence pour l'égalité	P 21-22-
23	
Brèves	
Interview de Jarash	P 24-25
Dis, cipline c'est quoi l'armée	P 26
Merde à Vauban	
Textes sur l'isolement	P 27-28
Brèves sur les luttes contre l'emprisonnement	P 29-30
C'est la lutte	
Grève de la faim des prisonniers basques	P 31
Pantxoa Aska - Amnistia	P 33
Liberté pour Casabonne	P 34
Le plan ZEN	P 35

# Algérie Hommage au silence

Le mutisme des intellectuels, resté inexplicé, intervient à point à l'occasion d'un mouvement qui échappe de toute façon à leurs analyses comme à toute représentation.

Après s'être fait les portes-paroles et faire-valoirs de toutes les bureaucraties, ils confirment leur déroute et reçoivent de plein fouet une insurrection sur laquelle ils n'ont rien à dire.

Car celle-ci parle d'elle-même en attaquant avec une minutie exemplaire toutes les formes d'interventions de l'Etat et de l'économie dans la vie (sièges du FLN incendiés, supermarchés saccagés, usines en feu). La réaction de l'Etat français - à laquelle faisaient appel les ultimes résidus racornis du gauchisme - ne s'est pas fait attendre. "Nous sommes solidaires du peuple algérien et de ses autorités" Roland Dumas. Elle s'est manifestée concrètement sous formes d'aide logistique à la répression (livraison de fourgons anti-émeutes - voir "Le Dauphiné libéré" du 12 octobre), en conséquence logique d'une ligne déjà fixée lors de l'écrasement de la "révolte du pain" en 1984 (300 morts), ainsi que par la collaboration étroite entre la police française et la sécurité militaire algérienne représentée par "l'Amicale des Algériens", poste avancé de la surveillance et de la répression extra-territoriale. La marginalisation de toute forme de mouvement social se déroulant au sud de la Méditerranée réapparaît - après des décennies de défense de l'apartheid par la gauche française dans l'Algérie coloniale - par la mise en scène d'un leadership forcément intégriste. Une mise en scène laborieuse et ratée par l'absence opportune des olibrius islamisants comme dérisoire : Ben Bella et de sa clique fraîchement déstalinisée. Ces clowns médiatiques et religieux n'entretiennent plus le suspense, leur sagesse, leur dicte un silence mérité : prétendre à une quelconque représentation du mouvement revient à affronter ses acteurs. Seul l'Etat et ses complices s'engagent dans cette voie, l'armée les y accule.

Le pouvoir n'est pas à prendre et nul n'a la témérité de le ramasser.

En résumé : les dits intellectuels reprennent pour eux le mot de Maurice Papon au lendemain de Paris by night gauliste, le 17 octobre 1961 (400 morts, 12 000 arrestations) : "la police a fait ce qu'elle devait faire."



## Liberté pour Otelo

L'organisateur de la "REVOLUTION DES ŒILLETS" qui mit fin au régime fasciste au Portugal en avril 1974, est toujours en prison depuis le 20 Juin 1984. Par l'effet d'une parodie de justice qui est l'expression d'une machination judiciaire et politique, ce militant antifasciste a été condamné à 18 ans d'incarcération. L'utilisation de "repentis" comme témoins de l'accusation est la preuve flagrante d'une législation héritée du passé. Il est inacceptable qu'un pays de démocratie parlementaire envoie des hommes épris de

justice et de liberté au cachot, tandis que des éléments compromis avec l'ancien régime occupent des postes de responsabilité dans l'appareil d'Etat. L'image du Portugal, pays membre de la communauté économique européenne est ainsi ternie aux yeux de tous ceux qui veulent construire l'Europe des peuples. C'est à l'initiative de la revue Albatros et dans un esprit de solidarité que les soussignés, intellectuels, artistes et créateurs européens manifeste leur soutien à Otelo et à ses compagnons et exigent leur libération immédiate.



# Vos papiers !

## Notre mémoire est encore vivante

L'assassinat de Malik il y a deux ans par trois voltigeurs (qui n'ont toujours pas été jugés), avait annoncé la fin de l'"état de grâce" entre la police et le mouvement de la jeunesse. La violence policière qui a handicapé à vie plusieurs jeunes manifestants ne peut être oubliée. Le lendemain, cette même police cachait le meurtre d'Abdel à Aubervilliers par un policier dont le procès va s'ouvrir prochainement. Le cynisme d'un Pasqua-Pandraud et les "torchons" de Minute sur Malik en disait long sur les idées et pratiques du gouvernement précédent vis à vis des jeunes, mais plus généralement de tous ce qui ne marchait pas dans le rang. Le sida mental dont parlait Pauwels avait fini d'attaquer les cerveaux des deux chefs de la police française qui avait déjà au cours de l'été 86 montré ce qu'ils étaient capables de soutenir. Loïc et William, morts assassinés par les Starsky et Hutch de la police, sacrifiés sur le compte de la "chasse au terrorisme", sont là pour en témoigner.

**Loïc, William, Malik, Abdel et les autres,  
on ne vous oubliera pas !**

Aujourd'hui encore, les "bavures" comme on nomme ces assassinats légaux continuent. Ali, Pascal, Malika,....en cet été 88 viennent nous rappeler que la police n'a pas changé de comportements. Et pourtant après décembre 86, plusieurs voix s'étaient fait entendre pour dire que les agissements des forces de l'ordre était incompatible avec un régime démocratique. Même Delaplace (secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police, le plus gros syndicat policier) les avait dénoncés dans une tribune au journal "le Monde". Alors ?

Les poursuites contre les meurtres de Loïc, William et Malik n'ont toujours pas abouti, les responsables sont pourtant bien connus !

La police a aussi depuis les lois de septembre 86 tous les pouvoirs contre le citoyen dépourvu de ses derniers droits. Elle devient omniprésente dans nos vies : cités, quartiers, métros, trains,... tout ceci au nom d'une sécurité dont on abreuve l'opinion de statistiques pour montrer que plus le taux de policiers est élevé, plus elle est assurée. Mais à quel prix ! De plus, les municipalités emboîtent le pas des expériences de polices municipales dont on a vu dans la ville de Hyères (le sud de la France) ses "facheuses" propensions à jouer les sheriffs, alors qu'au regard de la loi, elles n'ont aucun droit, si ce n'est celui de mettre des contredanses.

**Cette année aussi,  
nous ne nous talrons pas !**

En décembre 87, le Comité des Familles victimes des violences policières avait pris l'initiative de faire une manifestation pour dénoncer un an après décembre 86 le non jugement des policiers incriminés dans les violences. Il nous semble important de rappeler que deux ans après, toujours rien n'a été fait. Montrer que nous n'acceptons pas les comportements, ni les dénis de justice qui ont cours lors des procès des meurtriers. La loi sur les contrôles d'identité doit être abrogé et on doit dans le cadre de l'Europe de 1992 qui verra l'harmonisation des différentes juridictions (police, justice), prendre exemple sur des pays comme les Pays-Bas où le citoyen peut se promener en toute tranquillité sans carte d'identité et sans risquer sa vie à tous les tournants.

**Le 3 décembre 1988, prenons des initiatives dans toute la France pour montrer notre détermination !**



## Jugement de l'assassin d'Abdel

Le 5 décembre Abdel benhahia, 19 ans, était tué par un policier en état d'ivresse. Ce dernier est inculpé d'homicide volontaire. Son procès aura lieu les 23, 24 et 25 novembre 1988 au Tribunal de Bobigny. Il est important, en soutien à la famille et pour que justice soit faite, que la mobilisation de tous soit effective. Pour tous renseignements, téléphoner à Africa au 48.36.98.89.

## Des policiers découvrent l'eau bénite !

Heureusement qu'il y a déjà eu un mort, de multiples blessés, des vitrines cassées, ... sinon on se demande quand est-ce que la police aurait trouvé le temps d'interpeller 37 fascistes dans lesquels il y a d'ailleurs peu de chances de trouver les responsables de l'incendie du cinéma St Michel.

Lorsque le jeudi 21 avril au matin, 23 personnes sont interpellées, trois jours avant le premier tour des présidentielles, le pouvoir chiraquien présente cela comme une grande victoire sur le terrorisme. Le prétexte d'un attentat de "Black War" sert comme le dit Le Figaro à "donner un coup de pied dans la fourmière de la mouvance qui soutient directement ou indirectement des organisations terroristes". La présentation par France Soir qui ne s'embarrasse pas pour vérifier l'exactitude des faits et calomnier 23 personnes en annonçant l'arrestation de 23 successeurs d'Action Directe, ne fera pas une "Une" en annonçant que 37 terroristes fascistes ont été arrêtés. Les médias du mardi 25 et du mercredi 26 octobre et n'ont pas eu une imagination débordante pour annoncer la nouvelle. Par contre la trame de la dépêche ressemble fortement à celle concernant l'affaire "Black War". Le Monde : "Ces arrestations n'ont pas été faite au hasard, précise t-on de source policière. la majorité des interpellés se situerait dans la mouvance de l'alliance générale contre le racisme et pour le respect de l'identité française et chrétienne (AGRIF)... Des perquisitions ont été effectuées, sur lesquelles la police judiciaire se refusait à toute précision." Même imprécision, même emploi de conditionnel suggestif, même vocabulaire (mouvance, ....). La police doit avoir un texte type qui lui sert de modèle dans toutes ces affaires !

En fait l'incurie de la police depuis un mois devant la croisade des intégristes peut nous laisser dire que les pouvoirs policiers, mais aussi politiques n'étaient pas très préoccupés de faire respecter la liberté d'expression. La mort d'une personne lors de la projection du film de Chabrol, tué par un jet de lacrymo n'a pas fait sortir J. Lang de ses gonds... La police s'est plutôt évertuée à taper sur les militants antifascistes qui manifestaient contre les intégristes que de permettre aux gens d'assister dans le calme à la projection du film.... Puis d'un coup, on provoque une manifestation qui a réuni plus de 4 000 personnes à St Michel, mais on empêche les gens de se rendre à St Nicolas du Chardonnet où sont retranchés les intégristes. On dénonce l'intolérance, mais on ne dit pas un mot sur les déclarations de Lustiger et Decourtray qui ont apporté de l'eau au moulin des intégristes...

37 arrestations. Pourquoi faire sinon pour dire que l'on n'est pas resté sans rien faire depuis un mois ? Que la police en faite veille au grain ? Qu'elle travaillait pour être prête à agir en temps voulu ? Mais seulement ces 37 arrestations ressemblent plus à un coup

médiatique et d'autojustification qu'à une véritable enquête policière qui arriverait à son terme. Car l'AGRIF, ça fait plus d'un mois qu'elle agit. Alors ? Et les autres, le CLAN à Lyon, les intégristes toutes tendances confondues (Lefevre, Laguérie,...) à Nancy, à Bordeaux,... ?

Dangereux, cette tentative d'arrêter des citoyens, fussent-ils fascistes, pour contrebalancer l'inactivité policière et surtout le manque de décision politique. En effet, les règles du droit sont indivisibles, et si pour cause de satisfaction de l'opinion, on fait du spectacle, on ne sert en rien les libertés. Arrêtés des gens pour les relâcher le jour même (30 fascistes étaient libres le soir), à part permettre de remplir les fichiers (et ceux de l'extrême-droite doivent être bien vide aux renseignements généraux !) est bien symbolique de ce manque élémentaire du respect des droits des individus à ne pas se retrouver en garde à vue alors qu'aucune présomption ne pèse sur eux. Le fait qu'ils soient fascistes ne peut nous contenter.

L'inactivité policière peut s'expliquer de deux manières :

1) elle n'a pas reçu d'instructions ou elles sont restées lettre morte. Dans ce premier cas, cela signifie que tant que les protestations n'ont pas été entaché de sang ou d'atteinte à la vie humaine, on pensait qu'il n'y avait pas besoin de faire respecter "l'ordre public" et la liberté de création. Si c'est le deuxième, cela signifie que dans la police, il existe des pesanteurs et un noyau important de policiers qui sont prêts à servir les intérêts d'idéologies ouvertement d'extrême-droite.

2) Il n'y a pas de travail de renseignements de l'extrême-droite comme il y en a pour l'extrême-gauche. Mais peut-on s'en étonner ? Combien de policiers travaillent sur les fascistes ? Combien

### LA DERNIERE TENTATION DU CHRIST



d'enquêtes ont abouti dans les attentats fascistes qui ont été aussi meurtriers si ce n'est plus, que ceux d'extrême-gauche ? Curiel, Goldmann, Copernic, Incendies contre la Maison des Travailleurs Etrangers de Marseille, contre les foyers d'immigrés,...où en sont les enquêtes ? La pénétration des groupes d'extrême-droite se fait au grand jour dans la police (FPIP), des individus sont notoirement nazis et exercent toujours ce métier, des policiers servent de "main d'œuvre" pour vider des usines occupées,... tout ceci n'est un secret pour personne, encore moins d'un gouvernement qui a eu à subir en 1983 une manifestation policière où était scandé des slogans antisémites à l'égard de Badinter...

Les fichiers des Renseignements Généraux qui servent lors de ces arrestations sont tellement pauvres que l'on a pris dans la mouvance de l'AGRIF, association raciste et d'extrême-droite déclarée dont le président est Romain Marie, chef de file des catholiques intégristes du Front National. Mais on ne tape sur les groupuscules fascistes et activistes ? Méconnaissance, désintérêt de ces groupuscules ou fait volontaire ? Il est sûr que faire porter le chapeau à l'AGRIF permet en outre de s'attaquer au FN - celui dont a laissé le venin s'injecter dans la société.(si jamais les incendiaires fascistes sont arrêtés, Le Pen va demander la peine de mort ?). Alors faire

respecter la tolérance, oui ! Mais il fallait peut être le faire au début... C'est comme en ce qui concerne les meurtriers racistes et sécuritaires, on ne combat pas le phénomène mais on s'en prend à ses effets ! Que les forces de l'ordre servent de rempart contre les atteintes aux libertés, non ! Déjà, il y a quelques années, lors de la projection de films traitant de la guerre d'Algérie dans le quartier latin, les fascistes avaient voulu en empêcher la diffusion. Face à cela les gens s'étaient organisés et faisaient eux-même la protection. Car aurait-on pu demander aux assassins de Charonne et du 17 octobre 1961 (ce jour-là 200 algériens sont assassinés par la police française) de protéger un cinéma qui passait des films dénonçant le colonialisme et la répression.

Ce n'est pas en mettant des rangs de forces de l'ordre (moral) que l'on fait reculer l'intolérance ni en arrêtant 37 personnes au hasard. A Lyon et à Bordeaux, ceux qui s'opposaient aux intégristes ont vu de quel côté se balançait le goupillon des policiers. L'ordre était rétabli, et on criait du côté des gens qui ont organisé la manifestation du 24 octobre, contre l'incendie du cinéma et pour la tolérance que les gens qui s'opposaient aux intégristes étaient des provocateurs... que la police n'avait fait que son travail....

Radio Courtoisie qui émet sur Paris composée de nombreux individus d'extrême-droite, avait appelé ses militants à se procurer des bombes lacrymogènes pour manifester contre la "dernière tentation du christ". Quant à l'abbé Marchal (St-Nicolas du Chardonnet), il avait déclaré que tant que le film serait projeté, il serait du devoir des catholiques d'en empêcher la projection.

## L'informatique au service de la répression

Un journaliste de formation a mis sur fiche (100 000) la plus importante banque de données privée concernant le terrorisme. Ce fichier baptisé "terroriciel" peut apporter une foule d'éléments intéressants à un enquêteur : "Par exemple, grâce à l'informatique (explique-t-il), vous pouvez obtenir un diagramme des attentats d'Action Directe en fonction du jour de l'année où il a été commis. Vous vous rendez compte qu'il y a trois pointes d'activité correspondant aux vacances d'été, à celles de Pâques, et à celles de Noël. Je ne tire pas de conclusions, mais ne peut-on y voir une corrélation avec le monde enseignant au sein duquel on pourrait trouver le support logistique du groupe ?". En dehors du fait que cet homme connaît bien les dates des vacances des enseignants (ce qui a du être dur à mettre sur fiche !), on peut voir qu'il a l'intelligence d'une puce (animal et non informatique) : comme si les "terroristes" recherchés et en clandestinité attendaient impatiemment que de soi-disant "soutien" soient en vacances pour poser des bombes !

## La police verte manque pas d'air !

Le plan Joxe de modernisation de la police en 1985 qui prévoyait une nouvelle forme de service militaire (un appelé pouvait devenir agent de la force publique), a bien rempli son contrat. Aujourd'hui, ils sont près de 2 800 qui coûtent pas un sou au Ministère de l'intérieur (la soldé étant de 460 F). Ils servent à renforcer l'ilotage dans les villes, et pour certains d'entre eux c'est l'apprentissage d'un nouveau métier qu'il feront à la sortie de l'armée (20% ont déjà le diplôme d'entrée à l'école des gardiens de la paix en poche). Ils découvrent avec enthousiasme le métier de policier qui d'après leur dire n'a pas l'air si horrible que ça...

## Auxiliaire d'expulsion

Cinq résidents du foyer Sonacotra de Montreuil ont été expulsés manu-militari par la police, pour des retards de paiement de loyer, alors qu'un accord sur le règlement de ces dettes venait d'être conclu sous la garantie de la municipalité de la ville.

## Opérations coups de poing

Très fréquente il y a quelques années sous l'ère Giscard, les opérations coups de poing étaient tombées un peu en désuétude avec les votes des lois autorisant les contrôles d'identités à n'importe quel moment. Mais comme on aime bien les souvenirs à gauche, on les a remis d'actualité en ce jeudi 22 septembre dans les RER, les métros et les trains. L'Etat de siège ainsi créé avait pour but la "sécurisation". Broussard (pas Froussard !) expliquant qu'avec une police visible, on permettait au gens de se sentir en sécurité. Le mieux serait 24 h sur 24 et 365 jours sur 365.

## Cherche plaque d'immatriculation désespérément !

Le Scalp de Toulouse a toujours refusé de considérer Le Pen comme un vulgaire politicien. Les manifestations organisées lors de ses venues ont toujours été l'occasion de montrer une détermination sans faille et une mobilisation importante de la population. Au mois de mars, un militant du Scalp avait été tabassé par des personnages en civil dont tout portait à croire que ce fut des policiers. Une plainte avait été déposée avec le numéro d'identification de la voiture. 6 mois après, on vient de notifier que rien ne permettait de savoir à qui appartenait la voiture. Si les policiers n'arrivent plus à retrouver leur propre voiture, il n'est pas étonnant qu'il leur faille arrêter plusieurs dizaines de personnes pour comprendre le fonctionnement de l'alternative politique.

## Comité "Justice pour Malika"

Le samedi soir 8 octobre, Malika regardait par la fenêtre lorsqu'une balle l'a tuée. Une balle d'un policier qui était venu jouer les ratonneurs dans la cité de la Renardière à Noisy le Sec. Un "comité justice pour Malika" a été constitué pour qu'une fois encore ce meurtre ne reste pas impuni et que son responsable ne soit pas relâché dans quelques temps. Ce policier, en compagnie de ses trois amis, a trouvé comme explication qu'un vol aurait été commis dans la cité. Le problème est qu'il n'était pas en service, et que son acte serait plutôt le fait d'avoir aidé une personne giflée par des jeunes, après les avoir insultés.

## La police tourne autour du Rock alternatif

Cette fois-ci, les Renseignements Généraux sont descendus dans le milieu du rock alternatif stéphanois, plus précisément dans l'entourage de Babylone Fighters.

Lundi 3 octobre les "Editions de l'Impossible", qui ont travaillé avec Babylone Fighters, voit la visite de deux RG : nos deux flics voulait savoir si le groupe avait déjà travaillé avec les Bérurier Noir. Le mardi nos deux compères de la maison poulaga passent au nouveau siège non encore emmenagé de Babylone Fighters. Le mercredi, c'est un magasin de disque de St-Etienne, qui vend en outre des indépendants. Les condés s'enferment avec la disquaire dans son bureau, et recommencent leurs litanies de questions autour des BXN, toujours sur un ton « hyper cool ». Que cherche la maison poulaga ? Toujours la même chose, se renseigner mais leurs dossiers doivent s'épaissir, et tenter de diviser la mouvance rock alternative afin de "rendre tricard" (isoler) des groupes les plus politisés.

## Lyon : Policiers et fascistes ensemble pour faire taire les impies !

Les grèves des PTT nous empêchent de vous donner un récit plus détaillé de ces événements. Une conférence de presse relatant précisément les faits s'est tenu à Lyon le samedi 15 octobre. Nous espérons pouvoir vous en passer des extraits lors du prochain numéro.

Le vendredi 14 octobre, des militants antifascistes se rendent près du cinéma qui projette le film de Scorsese : La tentation du christ. Devant, les militants intégristes distribuent leurs tracts, aidé par des militants du CLAN (Comité d'action nationaliste lyonnais). Très vite, l'ambiance devint assez tendue. L'arrivée du Service d'Ordre du FN à l'allure martial et équipé de matériels en tout genre changea assez vite la physionomie de la protestation. La charge de celui-ci contre les militants antifascistes entraîna un départ précipité. La violence de la charge fut une surprise. Mais elle ne fut pas la seule. Réfugiés dans un café, les antifascistes virent arriver une ribambelle de policiers en civil, certains avec le brassard, d'autres sans, qui finirent le travail entrepris par le FN. Les fascistes armés pourtant de toute sorte d'objets "interdits" ne furent aucunement inquiétés. 29 interpellations avec les usages habituels (?) : matraquage, insultes, interrogatoire musclé,.... Les policiers n'hésitant pas à proférer des menaces à l'encontre de certains en leur disant de regarder dorénavant dans leur dos quand il marche dans la rue... Ce n'est pas la première fois qu'une telle collusion entre les fascistes et les policiers se produit à Lyon. Déjà en avril 87, lors d'un collage du Front sur la Croix Rousse, la police avait été très complaisante à l'égard de ceux qui avaient débarqué manu militari, et s'en prenait d'une manière peu orthodoxe aux gens du quartier. Les plaintes déposées n'ont jamais abouti...

## Bordeaux :

les intégristes ont aussi manifesté dans cette ville contre le film de Scorsese. Deux soirs de suite, les antifascistes ont été leur portés la contradiction. Si le premier soir, les échanges en sont restés au niveau des slogans et de jet de pommes (fruit de la tentation), le second la police qui aime l'ordre (moral ?) a aidé les fascistes à faire respecter la liberté d'expression. La violence fasciste plus celle des policiers (les CRS) a occasionné pour les antifascistes quelques blessures.

## Des poulets peu appréciés !

Les Renseignements généraux ne restent pas inactifs non plus sur Paris. Un restaurant alternatif qui devait accueillir la Revue Noir et Rouge, qui est d'après leur dire un lieu où "Black War" a ses entrées (sans rire !), a reçu en deux fois des menaces pour les dissuader. Qui seront les prochains visités ?

## L'avenir de la Kanaky se joue t-il le 6 novembre ?

A en croire le RPR et notamment A. Juppé, le référendum n'est en rien un engagement de l'Etat français sur une possibilité de la Nouvelle Calédonie à devenir un jour indépendante. De plus, ce qui est proposé dans ce vote n'est pas l'accession de la Kanaky dans dix ans à l'indépendance mais un processus qui à terme y conduirait, dont le nouveau référendum en 1998 fait partie. Quant à Rocard, son souhait est que la Kanaky reste française. Alors ?

Les trois positions exprimées sur cette question reflètent assez bien les clivages politiques d'aujourd'hui. Le Front National et le Centre National des Indépendants (CNI) appellent à voter Non - Le RPR appelle à l'abstention - et le centre, le PS et le PC appelle à voter Oui.

Mais après le référendum qui donnera des motifs de satisfaction pour tout le monde, quelle va être la situation ? On nous promet une amnistie pour le mois de décembre - mais en annonçant déjà qu'elle ne le sera pas pour certains crimes, la justice vient d'empêcher la libération de 10 des 19 Kanaks enfermés après Ouvéa, .. On annonce le retrait de certaines forces d'occupation qui détruit tout sur leur passage lorsqu'elle parte...

Le quadrillage militaire, la nomadisation vont-ils être définitivement stoppés ? La démilitarisation des milices caldoches va t-elle être effectuée réellement ?

Et même si certains problèmes sont réglés, la lutte du peuple kanak pour l'indépendance et notamment de la jeunesse ne peut se satisfaire d'attendre une hypothétique accession à l'indépendance, alors qu'elle subit répression et colonialisme. Lors des prochaines luttes, on dira aux indépendantistes qu'ils ont accepté les Accords de Maignon et qu'ils doivent s'y tenir. Avec leurs signatures, une base importante du soutien international, à savoir le Forum du Sud Pacifique, va disparaître. En effet, l'Australie et la Nouvelle Zélande ont pris position favorablement envers les Accords. Cela implique qu'à l'ONU, le FLNKS aura d'autant plus de mal à se faire entendre. C'est grâce aux pays du Forum que l'ONU avait pris en considération la décolonisation de la Nouvelle Calédonie. Mais on peut espérer que les mouvements de soutien demeurent et donc continuent la lutte pour l'indépendance de la Kanaky.

Le problème des prisonniers kanak risquent donc de se reposer à terme avec autant d'acuité qu'aujourd'hui, avec en plus une possibilité pour le gouvernement de justifier son attitude par le fait que la principale force indépendantiste, le FLNKS a accepté de signer le contenu de l'accord. Si les problèmes liés autour de la terre entraînent des occupations de

terrain, quel sera la décision d'un gouvernement ? Faire respecter la "propriété" en envoyant l'armée avec tous les risques que cela comporte et apporter une aide aux milices caldoches ? ... De multiples questions restent posées malgré la signature de ces accords. Le référendum peut être vu comme un moindre mal après la tuerie d'Ouvéa, et permettre aux deux camps en présence de reprendre des forces et resserrer leurs rangs. Car aussi bien au RPCR, qui voit se développer sur sa droite un fort courant d'anti-indépendantistes qui se voit bien recréer une OAS en Kanaky, qu'au FLNKS qui n'a pas forcément pris sur les décisions de la base, notamment des Comités de lutte restés en retrait lors des dernières conventions (9 de présent sur 23 lors de la discussion sur les accords), les accords vont permettre de renforcer leur rôle de médiateur politique et d'institutions gérant une partie de l'économie du territoire.

Renforcer et travailler à l'élaboration d'un véritable rapport de forces dans le mouvement de solidarité à la lutte de libération Kanak sera sûrement décisif pour l'accession du peuple Kanak. Le 6 ne changera rien au colonialisme de l'Etat français.

### Droit de visite pour les prisonniers kanaks d'Ouvéa

26 détenus Kanaks en France, déracinés, à 22 000 Km de leur famille, après les événements d'Ouvéa, battus lors de leur transfert dans les prisons françaises.

"Ils sont toujours en prison"

Un large mouvement de solidarité d'ampleur nationale s'est développé envers les prisonniers victimes de l'injustice et du colonialisme français.

Des parrains et Mairaines en France se sont élevés contre l'isolement des détenus Kanaks :

- depuis 5 mois, nous leur écrivons, nous les aidons moralement, financièrement, matériellement."

- depuis 5 mois, de nombreuses démarches auprès du juge Mézière sont restées sans réponse."

Nous sommes présents aujourd'hui pour réclamer le droit de visite et d'être visité.

Soutenez notre action

Pour tout contact :

CCP. COmité des familles : 7662/12 V Paris  
40, Bd A. Blanqui - 75013 Paris

DESARMONS LES  
TERRORISTES!



## Comité de lutte de Poindimié

*Le comité de lutte s'interroge sur la concrétisation des accords des Matignon sur le terrain*

Dans un communiqué publié aujourd'hui ( 12/10 /88), le comité de lutte de PIONDIMIE se pose des questions sur la réalisation concrète sur le terrain des accords MATIGNON, notamment sur le fait que Pierre-Chanel LEPEU, militant inculpé dans l'affaire de TIETI n'ai pas été réintégré dans son poste de travail ainsi que sur le maintien en détention d'autres militants de POINDIMIE au CAMP-EST ( prison de NOUMEA ). "Le comité de lutte de POINDIMIE a déjà entériné la signature en haut lieu des accords de MATIGNON... Sur le terrain, que veulent dire aujourd'hui ces accords ?

1°) Est-ce qu'ils veulent dire la mise à l'écart de son travail par une administration imperméable à tout changement et à quel niveau hiérarchique, du militant politique Pierre-Chanel LEPEU, inculpé abusivement dans l'affaire de TIETI et mis en liberté provisoire depuis fin juillet sans condamnation. "Nous rappelons donc que P-C LEPEU n'a toujours pas pu réintégrer son poste de surveillant d'internat (pion) alors que d'autres inculpés dans la même affaire, Amabili POARAGNIMOU et Paul NAUD, ont pu reprendre leur poste immédiatement, sans difficulté et sans démarche administrative particulière. Comme lui, ils sont en liberté provisoire sans condamnation.

2°) Est-ce qu'ils veulent dire le maintien en prison de 3 autres militants politiques eux aussi inculpés dans l'affaire de TIETI. Il s'agit de : Elia ARAMOTO, Antoine POADYALIWANE et de Jean Baptiste POMA-NAGNAKEREOUA. L'un d'entre eux n'était pas sur le terrain, un autre est arrivé une fois la reprise du terrain terminée.

Est-ce que les accords prévoient que les kanaks doivent pardonner plus que l'Etat colonial et ses défenseurs qui maintiennent ainsi le système d'injustice et de privilèges.

3°) Est-ce qu'ils veulent dire que la formation des kanak est réservée à ceux qui ont eu la chance d'être déjà fonctionnaires, diplômés ou non ?

Où l'Etat colonial cherche-t-il par là à améliorer son élite?

Voilà, parmi d'autres quelques points qui posent questions au comité de lutte de POINDIMIE et pour lesquelles ils espèrent une réponse favorable."

LA DEPECHE KANAK N° 157 12/10/88

## A Nouméa, La justice innove en faisant payer

Le cas de Sylvestre BEOMOIN, nationaliste kanak de CANALA constitue une première au Tribunal de NOUMEA. Impliqué dans les troubles qui ont agité CANALA durant 3 mois, dans le cadre de la résistance au statut PONS, Sylvestre a été, avec de nombreux autres militants, inculpé de "rébellion armée par plus de 20 personnes, participation à édification d'un barrage routier du 23 avril à la date de son arrestation". Il est incarcéré. Au bout d'un certain temps, les prisonniers impliqués dans cette affaire ont demandé leur mise en liberté provisoire. Plusieurs l'ont obtenue, mais le juge ALLARD l'a refusé à Sylvestre. Celui-ci a donc fait appel, et la chambre d'accusation présidée par Mme Augusta FILIPPI a pris la décision de lui offrir la liberté, comme les autres, mais à condition qu'il verse une caution de 325000F CFP. (17875Fr.F) La loi française rend possible la libération sous caution, mais c'est une procédure très rarement employée. C'est par là que le Tribunal de NOUMEA a su manifester son sens du changement et d'ouverture: pour la première fois il a exigé le versement d'une caution. Chère innovation ! Et comme Sylvestre est insolvable, il est resté en prison. Reste à savoir pourquoi on lui a demandé à lui seul de payer? et pourquoi on lui demande à lui, de payer des dégâts dont on sait qu'ils vont être remboursés par l'indemnisation prévue par la loi (accords MATIGNON).

LA DEPECHE KANAK N° 153 7/10/1988

l'A.I.S.D.P.K (Association d'Information et de Soutien au Droit du Peuple Kanak 14 rue de NANTEUIL

75015 PARIS 45 31 43 38 permanence le mercredi soir )

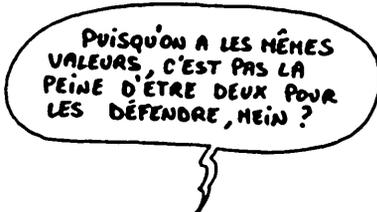
# Sortons de notre réserve !

## Pas de répit dans la lutte antifasciste !

La violence policière à l'encontre des militants antifascistes qui manifestaient contre les commandos intégristes est à relier aux différentes pressions que subissent les collectifs. Alors qu'une fois encore, la violence est du côté des fascistes, l'Etat et sa police choisissent d'aider ceux qui sèment la haine, le racisme et l'intolérance. Si il n'y a aucune illusion à se faire quant à la gangrène des idéaux d'extrême-droite dans ce corps d'Etat, il est en revanche inquiétant que le pouvoir politique qui paraît-il à changer en Mai 88, laisse commettre de tels actes. Le souvenir des manifestations policières de 1983, où les slogans antisémites à l'égard de Badinter accusé "d'aimer mieux les assassins que les victimes" avait déjà laisser percer le poids qu'avait acquise l'extrême-droite dans ce milieu, n'a pas donner à réfléchir aux socialistes. La collusion qui a eu lieu à Lyon entre policiers et Front National contre les militants antifascistes démontre d'une manière encore plus précise ce que beaucoup d'entre nous dénoncent (voir aussi le cas de Toulouse). Après la désinformation vis à vis de l'opinion publique sur l'activité des groupes antifascistes accusés d'être des nouveaux groupes terroristes (voir le Monde) - l'entente entre policiers et extrême-droite - les interrogatoires subis par les antifascistes - voici venu le temps du passage aux

actes. Les réponses à apporter sont multiples et à multiplier. Déjà nombre de groupes réagissent. A Lille, le SCALP a manifesté contre l'assassinat d'un jeune par un skinhead (voir article), et la manifestation a rassemblé plusieurs centaines de personnes. Les médias à cette occasion se sont encore évertués à démontrer que les SCALP et les fascistes étaient du même acabit. Car le FN lui n'est plus considéré comme fasciste. Il est légitimé et banalisé par l'ensemble de la classe politique qui le considère comme un de ses pairs. A Reims aussi, les jeunes qui subissaient la loi des skins ont réagi devant l'incurie de la police. A trop laisser faire les groupes fascistes et leurs leaders connus comme Batskin (voir brève), la police et la justice provoque dans la jeunesse des réactions d'auto-organisation et de prise en charge de leur propre défense et intérêts. La résistance et la riposte doivent aussi être le moment de mettre en avant que l'exclusion sociale, le racisme étatique (expulsions, centre de rétention,...), le quadrillage policier des cités est aussi insupportable que les agressions, discours et pratiques fascistes. Construire un mouvement antifasciste radical et autonome est indispensable pour que les idées de solidarité - d'égalité - de liberté deviennent des réalités et des pratiques quotidiennes.

PAS D'ALLIANCE RPR/FN



## De Tintin à Pétain

Il faisait bon de se promener ce week-end à l'espace Champeret. La convention de la bande dessinée y faisait son 20ème anniversaire. L'occasion de se tenir au courant de l'actualité en la matière et de découvrir de nouveaux talents. Mais la passion de la BD réserve parfois de curieuses surprises : portrait de Pétain, drapeau sudiste portant les inscription "south will rise again", image de Mussolini faisant le salut "romain"... exposants portant la fleur de lys ou la croix celtique et pour ceux qui connaissent la signification, ceinture "Gott mit uns" et tee shirt "remember Rodhésia". Le tout au stand des Editions Bedesup. Et si par curiosité, on poussait la conversation avec les responsables de ce dit stand, on pouvait entre autre y apprendre que les photos de la raffle du Vel d'hiv n'étaient qu'une habile mise en scène.

On peut se demander pourquoi ces gens là, éditeur de la revue "informatif" sur la BD principalement

distribuée dans la quasi totalité des bibliothèques scolaires, ont besoin d'un tel décorum pour faire connaître leurs productions, et pourquoi les organisateurs de la convention n'y sont pas allés de plus près malgré les interrogations voire les plaintes d'un certain nombre de visiteurs, de dessinateurs et d'exposants.

L'équipe de Bedesup sera t-elle à Angoulême en 1989, et quelle sera encore la place de la bande dessinée sur son stand ?

## Collectif Donald Duck

La revue BD Sup, créée en 1979 est à l'origine une petite revue de BD assez confidentielle (2000 ex) puis Jean Claude Faur son fondateur s'entoure de personnages d'extrême droite: Alain Sanders (Minute, Présent, National Hebdo, Aspects de la France) et Francis Bergeron-Aramis (qui travaille dans les quatre journaux précités plus à Valeurs Actuelles.

## Jésus a dit : Aimez-vous les uns sur les autres !

Le film de Scorsese aura au moins montré la vitalité des groupes de catholiques intégristes qui sévissent en France. Après le schisme de Mgr Lefevre avec l'église du Vatican qui a eu lieu cet été, les catholiques-intégristes se retrouvaient partagés en deux courants. Un qui a suivi Lefevre, et l'autre qui pense qu'il faut rester dans l'Eglise officielle, dont R. Marie ancien député du Front National et fondateur du mouvement Chrétien-solidarité est un défenseur ardent.

La volonté d'empêcher la diffusion du film "la tentation du christ" a mis tout le monde d'accord. Pas question de toucher à l'image du Christ. De l'Action française qui a envahi les locaux de l'hebdomadaire "Politis" pour protester contre la une de ce journal qui avait montré le christ en titrant "la quéquette à Jésus", à l'AGRIF (Association contre le racisme anti-français) dirigé par R. Marie et les différentes associations intégristes, tout ce que notre France compte de catholiques croyants mais pas pratiquants comme aurait dit Coluche a manifesté parfois avec violence contre la sortie du film. A Besançon et à Paris, deux cinémas ont même été détruit par des incendies. L'intégrisme religieux qui a repris du poil de la bête (à bon dieu !) ces derniers temps, qui forme nombre de militants et cadres d'extrême-droite, a reçu en sus le renfort des autorités de l'Eglise qui vient de les exclure : Mgrs Lustiger et Decourtray. Dans plusieurs villes des militants antifascistes ont été au devant de ces troupes morales. Quant aux forces de l'ordre, elles ont été d'une extrême faiblesse envers ces militants de l'Ordre qui manifestait leur inquiétude de voir sombrer la France dans une déliquescence morale.

BD Sup a aussi d'excellents contacts avec la Nouvelle Droite, les membres de BD Sup participeront en avril de 1985 à un colloque intitulé "le retour de Hens" ou l'on retrouve en outre la fine fleur de la Nouvelle Droite, Alain de Benoist, Guillaume Faye...

Dans la revue on trouvera par exemple un article de 6 pages sur la seule BD de A.D.G. l'auteur de polars qui en même temps correspondant à Nouméa de Minute. Nul besoin d'en rajouter pour montrer que BD Sup est clairement une revue d'extrême droite et utilise la BD, et le terrain culturel comme un moyen de faire connaître leurs idées nauséabondes. Le milieu de la Bande Dessinée va-t-il continuer à supporter dans ses manifestations publiques (Convention de la Bande Dessinée....) des stands à cotés de pétainistes, fascistes, ...

Pour en savoir plus sur BD Sup:

- Article 31 n°32 octobre 1987

- Cahier de la BD n°71 sept-oct 1986



## Dieu soit loué, Pour tout ce qu'il nous a donné

Tract distribué après l'incendie criminelle du cinéma qui projetait le film de Scorsese à Paris à la manifestation du lundi 24 octobre.

Loués soient les inquisitions, les tortures, les tribunaux d'exception, les sanglantes croisades inutiles, les massacres d'indigènes d'Amérique Latine, les autodafés, les censures et les tabous, l'obscurantisme volontaire, l'aliénation mentale, l'abrutissement et le fanatisme des peuples, les

persécutions racistes et antisémites, le bourrage de crâne, l'exploitation des plus pauvres, la parfaite harmonie avec le 3ème Reich, les filières d'évasion vaticanes pour SS, les discriminations contre les femmes et les homosexuels, les soutiens effectifs aux juntas militaires, les investissements dans l'industrie d'armement, la spéculation immobilière dans les quartiers populaires, les liens avec la Maffia, j'en passe et des meilleurs !...

Hé oui, c'était le bon vieux temps ! Car aujourd'hui, il ne fait plus bon être intégriste catholique : Rudolf Hess est mort, Barbie moisit en tôle, Le Pen a quitté sa femme, Stirbois pratique l'adultère, Mégret est attiré

par les hommes, Jésus Christ se baise une pute sur grand écran et l'abbé Laguérie se fait bouffer le cul par les hémorroïdes... Ciel, mais qu'on les cloue, foutre Dieu !

De nos jours, tout n'est plus que chaos ; le monde se vautre dans la décadence, l'offensive des rouges est imminente et l'Islam submerge l'Occident. Mais, rassurez-vous car, quoi qu'il arrive, St Nicolas-Du-Chardonnet sera toujours là pour faire office de porcherie !!!

## Les Partisans de l'Anti-France

# Skin head : offrez leur un cerveau !

## Skins : Des lepénistes actifs !

Dans le dernier numéro de Reflexes, nous vous avons annoncé que les agressions de skins allaient continuées. Certes, il ne fallait pas être un grand devin pour estimer que la violence skinhead recommencerait. Malheureusement, nous avions raison - les agressions des skins lillois ne se sont pas arrêtés après le procès de Brest, bien au contraire. Ainsi, durant les jours qui ont précédé l'assassinat de Patrick le Mauf, trois skins avaient ratonné dans un LEP. Il y avait eu deux interpellations dont celle d'André Arnoux, arrêté pour port d'armes prohibées. Une semaine avant, c'est au lycée Jean Perrin qu'une jeune maghrébine avait été battue et envoyée à l'hôpital par deux filles skins, déferées ensuite au Parquet pour voix de fait.

Le meurtre de Patrick Le Mauf n'est pas le fait du hasard. La bande qui l'a tuée était composé de 10 skinheads, dont quatre (Sophie Plessis, S. Collard, F. Van Lemmens et A. Patin) ont été inculpé de non assistance à personne en danger. M. Grubica a été inculpé de non dénonciation de crime, car il a aidé le meurtrier à s'enfuir. Une mineure a été relâchée et le meurtrier C. Lhorté, a été lui inculpé d'homicide volontaire. Il semble en fait que la bande de nazi s'en soit pris à Pascal alors que celui-ci dormait sur un banc.

Tous ces sinistres individu(e)s ne sont pas des inconnus. En effet, C. Lhorté avait participé à la ratonnade de Chateauroux le 14 août 1987. D'autre part, M. Grubica et surtout A. Patin avait été arrêtés à Brest. Patin est surtout "célèbre" pour être un des responsables du GUD sur Lille III, qui a aujourd'hui un délégué au Conseil d'université ! Que de tels individus puissent être élus comme représentants des étudiants, alors qu'ils sont notoirement dangereux montrent bien la passivité et le degré de lâcheté politique de nombre de responsables institutionnels, des corps d'états aux syndicats étudiants.

Heureusement tout le monde ne baisse pas les bras devant la violence fasciste et raciste des skinheads lillois. Après la mort de Patrick, le Scalp de Lille et le Crafar de Lille ont organisé une manifestation regroupant près de 300 personnes pour protester et faire en sorte que le cycle des agressions se termine.

Les Scalpeurs de Lille ne sont pas les seuls à réagir. Ainsi nous avons déjà parler des skinheads de Reims qui commettent ratonnade sur ratonnade. Dimanche 9 octobre, ils en ont commis une de trop. Quatre skins qui circulaient en voiture ont déchargé gratuitement un pistolet à grenaille sur un groupe de Maghrébins et ont

LILLE : UN JEUNE CLOCHARD ASSASSINÉ PAR DES SKINS...



touché trois jeunes adolescents qui passaient par là. Il y avait une autre agression la veille et encore une autre le soir même. Les jeunes de Reims ont décidé que cela suffisait. Ils se sont regroupés puis ils ont fait passer un sale quart d'heure à tout les nazis qui traînaient dans la ville. Bilan : Trois skins à l'hôpital. La police qui a déjà protégé plus d'une fois les skins dans cette ville, vient aujourd'hui d'inculper un jeune. L'extrême-droite dans cette ville bénéficie de protections qui place ses disciples - les skins - dans un état de totale impunité.

Le phénomène skinhead ne subit pas d'érosion ; la décomposition annoncée dans le Mensuel Globe (qui a fait une très bonne enquête sur les rapports skins/Extrême-droite) ressemble plus à une recombinaison sur des bases beaucoup plus politiques et organisées. Le document qu'a montré TF1, sur des skins ayant affiché leur soutien à Le Pen ne lui fera sûrement pas plaisir, car il est vrai que leurs actions sont plus proches des groupes activistes d'extrême-droite tels le PNFE (Parti Nationaliste Français Européen), les FNE (Faisceau nationaliste Européen) ou le MNR (Mouvement Nationaliste Révolutionnaire). Mais les idées racistes et d'une France propre sont, elles, bien les mêmes. La peur, qui est le but recherché par ces bandes de skins néo-nazis pour occuper l'espace doit être combattue par une résistance autant physique que politique.

Yves Cogari, alias Black Nazi, skin noir facho (eh oui, ça existe, encore un qui a tout compris...) est passé en procès à Angers. Ce skin a un lourd passé de brute derrière lui, tour à tour colleur d'affiches ou garde du corps du Front national, faisant régner la terreur au Mans avec ses condisciples, militaires de carrière dans les troupes de choc.

Ce n'est d'ailleurs pas le seul skin qui est un passé militaire. Ainsi un des skins de Reims arrêté pour avoir tiré sur un Maghrébin J.P. Dangest était appelé au centre des commandos de Givet. O. Debonne, skinhead condamné à Brest à 6 mois ferme pour ratonnades était parachutiste appelé A Lille, un des skins responsable de la mort de Patrick était déserteur du 14<sup>e</sup> Régiment Parachutiste.

Quand on passe son temps à apprendre à tuer, on finit par avoir envie de passer à la pratique. De plus les diverses troupes de chocs que compte l'armée française ne sont pas réputés pour former des militants de gauche ...!

### Skins étrangers :

Il n'y pas qu'en France où les jeunes se lancent dans des nombreuses agressions racistes. A Hanovre, une centaine jeunes de turcs se sont opposés à 70 skins, en marge d'une manifestation rassemblant 4000 personnes contre la xénophobie.

### Descente de skins à Bondage

Le magasin de musique qui diffuse badges, tee-shirts, fanzines politiques a été attaqué par les skins des JNR (Jeunes Nationalistes Révolutionnaires). Bat-skin, le chef de ce groupuscule nazi, était de la partie. Ce personnage très connue de Paris, présent dans tous les coups, ne semble pas affecté par sa photo dans Globe et encore moins pressé de se faire oublier. Sa persistance tient peut-être de ses protections policières.

## Berlin 88

### Congrès antifasciste, antiraciste et antisexiste

*Invités à l'occasion de la conférence contre le racisme et le fascisme regroupant les différents groupes européens luttant contre l'extrême droite, la xénophobie et le sexisme, Reflex se rendra à Berlin pour apporter sa contribution et essayer d'approfondir les liens entre les différents groupes européens.*

Si il est vrai que les récentes élections dans les différents pays européens montrent une poussée importante de l'extrême-droite (dernièrement en Flandres, l'extrême-droite a fait près de 15%), il existe aussi une volonté des pays européens à l'aube de 1992 de mettre en place des juridictions européennes en ce qui concerne l'immigration, la justice et la police qui restreindront de fait les libertés des citoyens européens et plus encore ceux qui ne sont pas reconnus comme citoyens à part entière : les immigrés.

Alors, il s'agit aussi pour nous de montrer que la résurgence des idées et pratiques fascistes dans nos différents pays ne peut être dissociée de la conduite des gouvernements des différents pays vis à vis des immigrés, des réfugiés, des restreintes aux libertés individuelles et collectives. L'écrasement des luttes des peuples qui se déroulent aujourd'hui (Pays Basque, Irlande du Nord, ...), la criminalisation des mouvements alternatifs, la construction d'une défense européenne...autant de sujets qui doivent attirer notre attention et favoriser l'émergence dans notre pays de liens avec les gens qui subissent répression et criminalisation.

La construction d'une Europe ouverte, d'une Europe fondée sur la solidarité, sur l'entraide, sur l'égalité des droits, sur le respect des peuples doit répondre à celle

qui nous est proposée. Si les difficultés rencontrées pour essayer de dynamiser un mouvement alternatif en France sont plus que réels, il n'en demeure pas moins que l'on doit déjà penser en terme européen. Les institutions répressives et militaires des différents pays sont déjà façonnées dans ce sens : TREVI, coopération des différents services de police, discrimination envers les populations étrangères, ... et l'harmonisation en cours ne pourra être combattue si l'on reste isolé. Le congrès dans le domaine de la lutte contre le racisme et le fascisme prend cette nouvelle donne en compte. A nous de tisser les liens nécessaires pour développer les contacts, le travail et les initiatives dans d'autres domaines. Déjà dans le milieu rock alternatif, de nombreux groupes français se sont rendus dans des pays européens et ont permis des échanges. Certains collectifs entretiennent des rapports avec les lieux alternatifs provoquant discussions et initiatives communes. Si dans l'Allemagne, les Pays bas ou en Euskadi, le mouvement alternatif a acquis un rapport de force réel par des pratiques sociales quotidiennes (squatts, lieux autogérés, luttes contre la répression, le nucléaire, le racisme ou le fascisme,...), dans d'autres pays européens ils restent à l'état de projet, notamment en France. Les liens et les échanges, la diffusion d'information pourraient permettre de créer aussi l'élan nécessaire à sa construction. L'Europe qu'on nous promet lui laissera peu de place si il n'a pas acquis lui aussi une dimension européenne.

Renvoyons l'Europe du racisme, de la xénophobie, des idées et pratiques sécuritaires aux poubelles de l'histoire !

## Searchlight

Cet article tiré de Searchlight, donne un aperçu des attaques racistes commises par des skins aux US

Récemment le New York times a fait référence dans un article, à cinq cas de procès concernant des attaques racistes menées par des skins.

A San José, Kenneth Lamar Allen, a été condamné à deux ans de prisons, pour avoir attaqué et menacé de lynchage une institutrice noire. Lors d'une interview avec des journalistes, il a expliqué ce fait en disant : nous sommes "la race supérieure et elle est noire... nous représentons la suprématie de la race blanche..."

A Los Angeles, le leader du groupe Reich Skinheads est en liberté surveillée, pour avoir terrorisé une famille hispano, alors que d'autres membres du même groupe sont accusés de charges incluant la tentative d'assassinats. La propagation des idées néo-nazis à travers les groupes skinheads est liée aux groupes de rock racistes tel que Write Pride, Final Solution et US Chaos, ainsi que le groupe anglais Screwdriver. le leader de ce groupe, au cours d'une discussion, a justifié ses liens avec des organisations racistes américaines.

Une des figures importantes, aux US, est Clark

## Pour un mouvement antifasciste révolutionnaire

En RFA, la montée des groupes d'extrême-droite est un fait. En particulier le parti "Die Republikaner" qui organisera un rassemblement en janvier 1989. Ces derniers distillent leur propagande raciste contre les étrangers. Ce discours raciste est relayé dans les meetings et les médias. Face et contre cela, et depuis ces deux dernières années, beaucoup d'actions ont démarrées dans les écoles et les quartiers. Par contre, ces actions ne sont pas dirigé seulement contre les néo-nazis, alors que la réalité est que le fascisme est impliqué et s'étend d'un façon directe avec le capitalisme. Les fascistes sont utilisés par le capitalisme. Le fascisme est la forme la plus dure du capitalisme. Les néo-nazis, l'exploitation des travailleurs, la militarisation de l'appareil policier, la discrimination des femmes, des étrangers, etc vont ensemble et sont une logique du système. Unissons-nous, créons des groupes antifascistes dans les écoles et les quartiers

Antif Jugendfront Berlin



Reich Martell du groupe Romantec Violence de Chicago, a été jugé pour avoir attaqué une femme qui voulait quitter le groupe. Leonard Zeskind membre du Centre antifasciste pour la Démocratie, lors d'une interview avec le N.Y Times, a montré le danger qui pourrait y avoir si les néo-nazis skinheads cherchaient à se grouper à des éléments racistes extérieurs à leurs groupes culturels.

Pour sa part, John Metzger, organisateur du mouvement White Aryan, fils du leader du Klan Tom Metzger affirmait : je me félicite de mon travail chez les skins, nous sommes perçus comme influents... nous avons rempli un vide dans leur vie !

## Newham Monitoring Project

NMP est une association qui s'est créée en 1980, pour combattre activement le racisme, et surveiller notamment les attaques racistes et les harcèlements policiers dont est victime la "communauté noire".

L'association dispose de trois permanents à plein temps, aidé par un administrateur, ainsi qu'une large équipe de volontaires formés, et d'un comité élu de responsables, redevables devant les communautés locales.

NMP offre un service d'urgences, 24h sur 24, qui propose des conseils juridiques et apporte un soutien pratique à la communauté noire, victimes des tracasseries policières et du racisme.

L'association édite également un bulletin, qui est un moyen pour elle de relater les expériences difficiles et les luttes de la communauté noire. Le bulletin sert également à rectifier les incohérences des médias en général, et particulièrement celles de la presse locale. Les 6 premiers mois de 1988, NMP a pris en charge plus de 100 cas, victimes d'attaques racistes ou de harcèlement policier. Le bulletin fait aussi un compte-rendu régulier des luttes de la communauté noire, généralement occultées, car elles sont vues comme une profonde menace.

Ainsi NMP, au travers de son bulletin, souhaite en faire un document pratique et utile sur l'antiracisme.

Pour les contacter : Newham Monitoring Project, 382 Katherine Road, Forest Gate London E7 8 NW - UK.

Scalp

Scalp

Scalp

## Compte-rendu de la coordination antifasciste

Samedi 8 et 9 octobre s'est tenu à Lille la quatrième réunion de la coordination Nationale Antifasciste. Au programme: l'analyse de l'extrême droite sous toutes ses formes (FN, skins, cathos intégristes...), puis actions et propositions de campagnes nationales. Etaient présents des délégués des SCALP de Lille, Reims, Nantes, Toulouse, Paris, le CRAFAR (Lille), le Collectif Lycéen Etudiant contre l'Extrême Droite (CLEED de Lyon), et REFLEX, un certain nombre de délégations n'ont pu se déplacer faute de moyens.

Tout en préservant l'autonomie de chaque groupe, qui est une spécificité de la CNAF, un certain nombre d'axes de travail au niveau national ont été décidé à l'issue de cette réunion:

- Une campagne de sensibilisation et de mobilisation (intitulée campagne Géronimo) avec en outre une tournée de groupes de rock de la mouvance alternative, en soutien aux SCALP, celle-ci devrait avoir lieu en mars avril 1989.

- Un certain nombre d'initiatives seront prises par rapport à l'Europe (affiches, brochure sur les mouvements d'extrême droite en Europe, et les mouvements antifascistes).

- Une autre décision importante de la coordination est d'accentuer le travail sur la mouvance skinhead en développant une information qui sans banaliser le phénomène ne produise pas un sentiment de terreur dans la population. Ce qui est important pour casser la logique de la terreur que veulent installer les skins c'est en outre de comprendre comment peut on devenir skinhead afin de lutter efficacement contre le problème à sa source et dans ses effets.

Voilà en quelques mots un compte-rendu succinct de la réunion, à noter la sortie mi novembre d'un calendrier antifasciste fait par le SCALP Toulouse.

Cnaf : Scalp c/o MNE, 59 rue Gosselet, 59 000 Lille

### Toulouse : Lèche vitrine !

La venue de Jean Marie Le Pen à Toulouse au mois de septembre s'est soldée par des vitrines cassées du café qui devait l'accueillir. Des graffiti "Racistes, hors de France" ont été nettoyés par le Service de sécurité.

## Interview du Scalp de Lille

**Réflex :** *Présentons-nous le Scalp, les raisons de sa création, ses activistes ?*

**Scalp de Lille :** Le Scalp s'est constitué en novembre 87, à la suite de la venue à Roubaix de Jean-Marie Le Pen, à un meeting. Nous sommes actuellement une trentaine de personnes qui travaillons de manière continue au fonctionnement du Scalp. Notre implantation est essentiellement sur trois milieux : lycées, facultés et les espaces autour du rock alternatif. Le principal élément qui est le moteur du Scalp est le rejet du militantisme habituel qui sur Lille s'opposait à la montée de l'extrême-droite. Nous avons d'abord voulu répondre de manière radicale à cette montée de l'extrême-droite, radical au sens de ne pas se contenter de dénoncer, de réagir au fascisme, mais de montrer que la lutte contre l'extrême-droite est possible, que l'on peut s'y opposer. Montrer que nous ne sommes pas noyés et esseulés.

À Lille, la politique des autres organisations est de répondre au communiqué du FN par un autre communiqué. Parfois on fait une petite manifestation et on diffuse quelques tracts. Notre action a été d'impulser un mouvement dynamique et vivant, combatif, que les gens qui se sentent concernés et qui nous rejoignent, aient envie de s'investir. C'est pourquoi nous insistons beaucoup sur la préparation de nos manifestations qui ont une allure de fête. Nous voulons qu'on s'y amuse, mais aussi qu'on ressente celles-ci comme une réponse forte, diversifiée, riche et qu'ainsi le maximum de gens différents puissent s'y retrouver.

On ne veut pas manifester pour pleurnicher et désespérer encore plus les gens, mais donner l'envie de se battre, d'exister en s'éclatant ?

**Réflex :** *Mais tu ne penses pas que c'est déjà fait par SOS Racisme ?*

**Scalp :** Je peux te parler de SOS racisme à Lille. Prenons l'exemple d'une manifestation contre l'apartheid, SOS se réunit en comité, ensuite ils convoquent une réunion unitaire avec les autres organisations. Les jours s'écoulent, à leur réunion il font le tour des organisations présentes, ils décident d'agir ensemble ou pas. Après ils se réunissent à nouveau pour faire un tract qui doit satisfaire tout le monde ; il leur faut dénoncer l'apartheid sans cependant en dire trop pour ne pas déranger telle ou telle organisation. Bref, au bout de quelques semaines ils ont produit un tract-slogan, dans un discours terne qui est celui du consensus, dans une forme triste, car à force de ménager chacun le contenu est plus que vague. Ils n'ont pas le temps ou l'envie de s'attacher à la forme. Il y aura quelques délégués de chaque organisation

réuni quelques centaines de personnes. Et quelque soit le thème ou l'époque de leur apparition publique, le mécanisme se reproduit et tout se ressemble, se répète.

**Réflex :** *Comment pensez-vous dépasser le stade de la simple dénonciation du phénomène Le Pen et dénoncer la fascisation de l'ensemble de la société, et quelles actions concrètes comptez-vous mener contre cela ?*

**Scalp :** Nous devons partir de l'analyse de la situation actuelle. Il est évident que l'expression fasciste en France ne se réduit pas aux calembours foireux d'un Jean Marie Le Pen. Nous devons être à l'écoute de ce qui se passe autour de nous, dans la vie quotidienne. Concrètement, à Lille nous allons faire un travail en direction des usagers du métro. Ce qui se passe dans le métro de Lille est significatif de ce qui tend à se répandre dans tous les aspects de la société. Il y règne une ambiance autoritaire, sécuritaire, oppressante : caméras-espions, contrôles permanents, prix élevé du ticket de transport, criminalisation de celui ou celle qui ne prend pas son billet avec insultes et autres abus policiers. Le métro est l'exemple concentré de ce que les gens doivent subir tous les jours et qui comporte toutes les dérives autoritaires, racistes et anti-jeunes. Que celui qui n'a pas d'argent ne peut prétendre à une vie normale (aller au cinéma, se réunir, boire un pot, aller au concert, acheter des bouquins, se loger décentement...) et qui en plus doit subir toutes sortes d'humiliations et abus qui tendent à le marginaliser et en faire un citoyen



sans droits ni titres (de transports II).

Nous pensons que c'est en liant les discours sécuritaires et /ou fascistes des organisations politiques dans la vie de tous les jours que l'on amènera à élargir la critique et la lutte contre tout cela.

Répondre au coup par coup quand l'extrême-droite se manifeste bruyamment. OK, mais aussi s'attaquer aux dérives fascistes dans tous les aspects de la vie locale et ainsi tendre à faire disparaître ces discours et ces pratiques...

Par rapport au métro de Lille, je dois souligner qu'un immigré pris par les contrôleurs en situation de fraude se voit aussitôt pris en charge par la police qui vient à la rescousse.

D'autre part, ce qui est enrichissant dans le travail que nous voulons faire par rapport au métro, c'est que d'autres individus et collectifs divers autre que le Scalp peuvent s'associer à notre action : associations de chômeurs, syndicats, associations de défense du citoyen...

Réunir des gens différents, de milieux très diversifiés sur des actions communes précises est pour nous très important, mais aussi faire que chacun puisse s'exprimer et riposter par lui-même : faire une affiche, un tract, des bombages.... en rapport aux problèmes du métro est à la portée de tous, et pas seulement des organisations.

**Réflex : Peux-tu nous parler du jeune tué par les skins à Lille et plus largement du phénomène skin à Lille ?**

Scalp : je peux parler de l'expérience que j'ai sur la faculté de Lille. Les skins étaient déjà présents l'an dernier sur la faculté mais ils n'apparaissaient pas comme une force politique organisée ; on les a repérés à leur look, et ils étaient très visibles comme tels, c'est tout !

Par contre, cette année ils ont créé une liste GUD aux élections universitaires. Ils ont commencé un travail politique : tracts, collages, discussions... Dès lors, a commencé la violence : intimidation contre les militants de gauche, agressions racistes...

A la suite de cela nous avons voulu réagir, et tout d'abord informer sur les skins. Nous avons appris qu'ils étaient organisés, en bande sur Lens autour des clubs de supporters de football, sur "Losques" également. Ils sont présents aussi à Dunkerque, à Béthune, et dans la région lilloise.

Il y a eu de très nombreuses agressions, essentiellement commises sur des jeunes précaires et marginalisés, des chômeurs et des immigrés, des arabes sur des gens qui eux-mêmes ont souvent déjà des problèmes avec les policiers, ce qui fait qu'il n'y a jamais eu de plainte, les skins n'ont jamais eu de problèmes avec les policiers et aucune organisation humanitaire. Aucun journal n'a cherché à comprendre ce qui se passait et surtout n'a réagi par rapport à ces agressions. le meurtre du jeune Patrice par les skins a été le signal d'alarme.

Le Scalp a pourtant tenté d'alerter l'opinion publique dès juin dernier en diffusant un tract où l'on montrait que des skins du Nord étaient présents lors de événements de Rouen et Brest.

Notre travail par rapport aux skins, c'est avant tout informer les gens, pour qu'ils n'aient plus peur, qu'ils se regroupent, et qu'ensemble on réagisse devant les exactions des skins. Il n'est pas question de créer une milice Scalp et de chercher l'affrontement Scalp-Skins ; on doit en finir avec l'ambiance de terreur, montrer que les skins ne sont pas infaillibles, que l'on peut résister. Notre tactique consiste à isoler les skins et à leur faire comprendre que ça ne va plus être facile pour eux désormais d'exprimer leurs idées fascistes et racistes, d'agresser impunément les gens, de trouver des lieux de regroupement. Ils ne peuvent plus être nazis tranquillement aujourd'hui à Lille.

**Réflex : Est-ce que les bandes de skins qui sont organisées politiquement, sont la conséquence d'un embrigadement par des groupes politiques fascistes ?**

Scalp : Sur Lille, le groupe le plus présent est le PNFE (parti nationaliste français européen), qui est en contact avec les bandes de skins en qui il trouve des troupes de chocs pour propager leurs idées néo-nazies.

Un nom, Jean Claude Beaussart, un individu mêlé à toutes sorte d'affaires plus ripoux les unes que les autres. Nous savons que les skins ont participé à la rencontre de Courtrai (en Belgique voir reflex 18) à l'appel du VMO, au mois d'août dernier. La Flandres est une pépinière de goupuscules néo-nazis (implantation assez forte autour de l'idéologie de l'autonomie de la Flandres), ce qui favorise l'éclosion et la maturation des groupes skins du Nord de la France. Il est évident que toutes les bandes de skins sont en contact et en relation avec des groupes politiques. Citons encore un nom, Arnaud Patin du GUD à Lille III que l'on voit circuler à Dunkerque, à Béthune, à Courtrai.

D'autre part, les rapports entre le Front national et les organisations politique de droite, tel l'UNI sont fréquents à la faculté. Lors du meeting de Martinez (FN à Lille II), les skins faisaient le service d'ordre. Ce qui montre que la mouvance extrême-droite part de la droite classique jusqu'au groupes néo-nazis.

## Union sacrée pour la peine de mort :

De Paris à Nice, les manifestations pour le rétablissement de la peine de mort sont bien le lieu où se concrétise les liens droite/extrême-droite. Médecin, Pasqua, Nungesser, Piat, Le Pen, ... s'égosillent à qui mieux-mieux pour être les plus visibles dans ce combat.

## Interview du Scalp de Reims

**Reflex :** Depuis quand existez-vous, quel est votre terrain d'intervention ?

**Scalp :** le Scalp de Reims s'est créé en juin 1988. Nous sommes une dizaine de personnes. Nous avons fait plusieurs tables de presse lors de concerts de rocks alternatifs. Nous allons faire un fanzine, des cassettes de groupes de la région et organiser des concerts avec ces mêmes groupes.

Notre but, c'est dans notre milieu (lycée, étudiant) de faire prendre conscience aux gens du danger de l'extrême-droite. D'autant qu'à Reims, l'extrême-droite est assez présente à travers l'œuvre française, le Front national de la jeunesse. Le danger est que ces groupes sont banalisés, font partie de la vie locale à Reims.

Il faut montrer aux gens que derrière leur respectabilité et leur apparence BC-BG, ces groupes sont avant tout des groupes fascistes.

**Reflex :** Pouvez-vous parler du skin de Reims qui a tiré sur les flics, ainsi que de l'affaire Chéret (voir Reflex 18) ?

**Scalp :** En ce qui concerne, les skins qui ont tiré sur les flics, les informations sont claires. Ces skins étaient en virée, armés d'un fusil à pompe, ils ont cherché des types qu'ils voulaient embrouillés. Mais comme ils ne les ont pas trouvés, ils ont commencé à casser des boîtes à lettres, à faire du boucan. Des gens ont appelé les flics, et quand ceux-ci sont arrivés, les skins ont tiré sur eux. Ils ont été arrêtés et le lendemain relâchés. L'inspecteur a déclaré : "Ils ont tiré plus pour assurer leur fuite que dans une volonté délibérée de tuer des policiers". Quand on met cela en parallèle avec des affaires comme celle du Pays basque, où Pantxoa a pris 4 ans pour avoir jeté un cocktail molotov contre la maison d'un flic qui avait expulsé son copain, on trouve cela bizarre.

Au sujet de l'affaire Chéret, c'est un règlement de compte entre copains. Chéret a abattu son copain qui était drogué sous prétexte de légitime défense, mais il y avait une histoire de came entre Chéret dit "Schizo" et son copain.

Le copain de Chéret est entré en effraction pendant son absence, puis il est allé à l'étage faire la fête avec des étudiants, pendant ce temps Chéret est rentré, a constaté l'effraction, il est monté voir son copain, puis il est redescendu et s'est enfermé. Plus tard, son copain s'est rendu chez lui où il a pris une balle dans la tête. Chéret était arrêté 48 h après le meurtre, "légitime défense" !

Aujourd'hui, il se promène dans les rues en attendant son procès.

Notre travail en tant que Scalp a été d'informer la presse locale par l'envoi de lettre, mais il n'en n'ont

## SCALP Ipparalde

### Communiqué

- Convaincus que le Front National a gardé toute sa force organisationnelle malgré son récent camouflet électoral,

- refusant qu'il ne se développe une fois de plus et contribue par cela à une droitisation de la société et des pratiques politiques,

- inquiets de la multiplication des agressions racistes au cours de cet été sur la côte Basque (au moins une "ratonnade" chaque semaine sur Biarritz-Anglet-Bayonne),

- témoins de l'implantation croissante de "skins-heads" fascistes dans de très nombreux lieux de la côte Basque (de Parme à Biarritz, ZUP de Bayonne, Souraide, collège d'Uztaritz, etc...) et de leur œuvre de récupération d'une partie des jeunes prolétaires locaux,

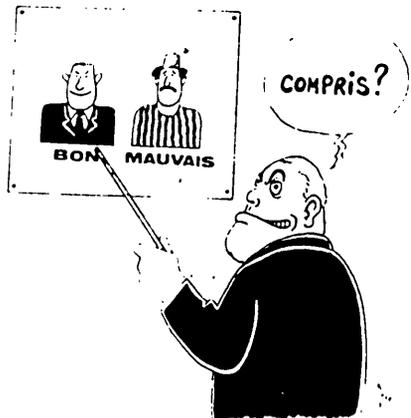
- informés du projet de création d'un GUD sur le lycée de Biarritz ainsi que des contacts développés localement par des militants néo-nazis parisiens (de la FNE et des JNR),

Nous, jeunes du Pays Basque Nord, avons décidé de créer une structure agissant concrètement et dès aujourd'hui contre le racisme et le fascisme (interventions contre les meetings et réunions FN, propagande antiraciste et antifasciste dans les lycées et les quartiers, travail anti "skin-head" et anti GUD...).

Cette structure portera le nom de SCALP (Section carrément anti Le Pen).

Scalp Ipparalde

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ  
DU FRONT NATIONAL...



pas tenu compte. La presse a décrit Chéret comme un gentil skinhead qui veut une France propre, qui fait la chasse aux dealers à la sortie des lycées, et celui qui est mort est en fait coupable de s'être drogué. Pour les notables, ça fait un "déchet" de moins qui traîne dans la rue. Seules les fanzines ont osé condamner ce meurtre et dit que Chéret était un fasciste.

**Réflex :** *Qu'est-ce que vous pensez de la CNAF ?*

**Scalp :** Pour nous, il est important de sentir que l'on n'est pas seul isolé. Que d'autres sont prêts à bouger contre l'extrême-droite, et qu'ils s'organisent. Se rencontrer, ça permet de faire le bilan sur ce qui se fait, sur ce qu'il faudrait faire et d'essayer d'agir sur des terrains où l'on est pas encore présent. On échange des informations, des critiques, on peut mettre en place des actions nationales et un discours qui devienne cohérent.

**Réflex :** *en tant que Scalp, êtes-vous attachés au principe de fonctionnement de la CNAF (basé sur l'autonomie des groupes et l'autonomie par rapport aux groupes politiques) ?*

**Scalp :** L'autonomie permet à chaque groupe de trouver une réponse, une pratique, un discours adéquat à chaque problème posé par la présence de l'idéologie fasciste et surtout selon le terrain social où l'on se trouve. De plus la CNAF, permet de coordonner des initiatives à l'échelle nationale.

**Réflex :** *Etes-vous intéressé à avoir du matériel produit par la CNAF, correspondant à vos besoins spécifiques sur votre terrain social, pour les lycées par exemple ?*

**Scalp :** Evidemment. Plus on a d'outils disponibles pour exprimer nos idées mieux c'est.

Mais en même temps au lycée on est tributaire de l'administration scolaire, on n'est pas libre d'exprimer ce que l'on veut. Si on vend du matériel, distribue des tracts, on doit le faire clandestinement. C'est pourquoi pour le moment le matériel que l'on a est suffisant par rapport à ce que l'on peut faire.

Dans l'immédiat on compte distribuer des tracts pour contre la propagande musclée des skins qui descendent de Paris pour diffuser leurs tracts à la suite des lycées. On va mettre en place un réseau de solidarité pour réagir vite en cas d'agression par les skins, et pour que les gens ne se sentent pas isolés et impuissants face aux skins.

**Scalp c/o Egregore, BP 1213, 51 000 Reims**

## Nantes : Mobilisation contre Le Pen

Un millier de personnes se sont mobilisés contre la venue de Le Pen le samedi 21 octobre qui tiendra un meeting pour la Nouvelle-Calédonie Française, et le Non au référendum.

## Contre l'extrême-droite, il y a : "Urgence"

"Urgence" est une association de loi 1901 créée en toute indépendance, par des habitants de Marne la Vallée, en sursaut au score de l'extrême-droite sur le val Mabuée lors des dernières présidentielles : 16,15% (le deuxième score) et plus de 20% dans certains quartiers.

Cette association a pour but d'organiser toutes activités dénonçant :

- le fascisme, ses dérivés et ses fondements
- le racisme, les exclusions et les génocides,
- et favorisant la convivialité, la solidarité et la rencontre entre les individus.

A notre actif, nous avons organisé une soirée-débat avec Alain Rollat sur la réalité du Front National et avons manifesté dans l'unité le 1er mai dernier.

Nous avons comme projet :

- organisation d'une grande journée antiraciste,
- envoi d'un questionnaire aux candidats des futures élections municipales,
- cycle de cinéma avec débat.

Afin de se structurer avec l'ensemble des personnes concernés sur Marne la Vallée et donner à l'Association un dynamisme plus important, vous pouvez prendre contact avec nous à l'adresse suivante :

"Urgence"

BP 48

77201 Marne la Vallée cédex 01

## Belgique : Le Vlamms Blok sur les traces du Front national

Lors des dernières élections communales, ce parti qui défend des thèmes identiques au FN a recueilli à Gand (5%), Malines (8%) et à Anvers 18%. Il a progressé de plus de 12% en 6 ans. Son leader a déclaré : "je reconnais dit-il qu'il n'y a pas encore de problème actuellement à Anvers avec les immigrés. Leur nombre n'est pas non plus un problème, il n'y pas de batailles de rue ou de quartiers mais nous disons que, sans arrêt de l'immigration, il y aura bientôt un problème."

## Var : De SOS France au règlement de comptes

J-C Pelou, le policier qui avait fait les louanges des quatre assassins de "SOS France" morts déshabillés par leur propre bombe durant l'été 87 a encore fait parlé de lui. Muté à Lyon, il avait constitué dans cette ville une cellule de SOS France en liaison avec les néo-nazis locaux du CLAN (Comité d'action nationaliste lyonnais). Il a voulu jouer les justiciers en faveur d'un de ses amis. Il a été inculpé de complicité et placé sous contrôle judiciaire, tandis que deux de ses amis étaient inculpés de "tentative d'extorsion de fonds" et menaces de morts sous condition" et "séquestration de personnes".

# De toutes les couleurs !

*L'abrogation des lois Pasqua devient un leitmotiv des associations immigrées, qui voit dans sa non-suppression la volonté d'un non remise en cause de la politique menée par Chirac et Pasqua. Permettre la création d'un vaste mouvement de solidarité contre les expulsions et contre les mesures discriminatoires auxquels sont soumis les immigrés semblent d'une nécessité absolue. En effet, la gauche au pouvoir, et on peut le voir avec l'exclusion des résidents non munis de la carte de 10 ans continue l'œuvre commencée qui consiste à faire de l'immigré un être démuné de droits. En ce qui concerne le droit de vote aux immigrés, même SOS Racisme se lance dans la bataille avec une pétition signée par 89 personnalités. A l'aube des Municipales, la question de l'immigration va redevenir un sujet favori des partis politiques, sans que les principaux intéressés aient le droit de parole.*

*Dans ce numéro, nous avons voulu retracer une initiative qui avait donné naissance à de multiples espoirs : Convergence 84. Quatre ans après, les questions soulevées restent d'actualité. Le tissu associatif après avoir connu une grande vigueur - naissance de multiples associations issues de la deuxième génération - est très clairsemé. Jarash, association multiculturelle fait partie de cette volonté de s'organiser et de se battre contre l'extrême-droite ainsi que de se réapproprier le terrain social.*

## Convergence 84 pour l'égalité

Nous revenons sur l'histoire récente d'une initiative qui en son temps avait symbolisé la volonté de ne pas rester frileux devant la montée de l'extrême-droite des idées et pratiques sécuritaires. Si aujourd'hui notre mémoire a oublié ce fabuleux élan qu'a été d'abord la "marche de 83" puis "Convergence 84 pour l'égalité des droits", c'est qu'un mouvement, en l'occurrence SOS racisme, né dans la foulée de Convergence s'est employé à réduire les questions posées lors de ces deux marches qui allaient bien au delà d'un antiracisme symbolique. Les questions de l'égalité des droits, d'une nouvelle citoyenneté, d'une identité collective positive,... étaient oubliées au profit de la construction d'un mouvement qui se voulait avant tout porteur du message de l'intégration des "bons immigrés" et du refus du racisme dans certaines de ses expressions. Si SOS racisme a pu représenter une réponse devant la montée des thèses et pratiques xénophobes au niveau du message d'opinion (il faut voir des moyens dont a disposé ce mouvement), par contre il n'a été d'aucune utilité pour répondre sur le terrain que ce soit à l'occupation sociale (Front national et autres groupes fascistes) ainsi qu'aux pratiques étatiques discriminatoires envers la population étrangère.

Nous reproduisons des extraits d'un texte tiré de "la ruée vers l'égalité" qui caractérisait les questions de l'époque et les moyens et outils pour y répondre. En 1988, et malgré le retour de la gauche, tout ceci reste entier.

### Les barbares de l'égalité

"Six mois après la marche (1983), rien n'allait plus. Ceux qui prônaient le mépris et la haine, reentraient en force à l'Assemblée européenne. Pire, les sécuritaires-racistes affichaient leur arrogance. Et l'histoire oubliera sûrement les morts de cette démenche puisque la plupart des assassins se promènent parmi nous. Un roman noir répétitif, lassant et dramatique où les déjà célèbres beaufs, tenants de la légitime défense faisaient office

## Grenoble "Solidarité-Expulsions"

Le comité "Solidarité-expulsion" de Grenoble a décidé d'agir face à la loi Pasqua, ainsi il est prévu une série d'initiatives qui seront lancées dès le début novembre et ce jusqu'à décembre 88 :

- 2 novembre, débat avec P.Albert et C.Delorme

- 3 novembre, conférence de presse et lancement d'une pétition

- 26 novembre, débat avec Y.Jouffa

Pour tout contact "Solidarité-Expulsions"  
c/o ODTI, 7 place E.Arnaud, 38 000 Grenoble

## La ruée vers l'Égalité



de sinistres vedettes. Et désormais ils avaient pignon sur rue. Après tout leur reconnaissance passait par la banalisation de la folie sécuritaire et raciste.

... Peu à peu, une obsession : ne pas laisser le terrain, la rue aux "tenants de la blancheur persil", ne pas céder au découragement ambiant, créer un rapport de forces, où nous serions capables de mettre en avant nos idées et nos projets. "La marche l'an dernier, contre vents et marées, a redonné du souffle et de l'espoir à tous ceux qui, en France, résistent aux réflexes incontrôlables et incontrôlés de la peur et de la haine. Nous voulons maintenir vivante cette démonstration. Les résultats des élections européennes nous confortent dans notre volonté de poursuivre dans la direction des marcheurs. Avant la marche, des luttes ont existé et continuent de mobiliser".....

Très vite, avec ce constat, l'idée de faire une initiative d'envergure nationale, s'impose....Et dès lors, Convergence devint pour nous une opportunité, celle de créer un espace autonome de réflexion et d'action avec des militants venant, souvent très déçus, de divers horizons politiques. Des personnes d'origine culturelle et sociale très différente. Un melting-pot explosif sur le papier mais qui, dès le départ a été le déclic pour la réalisation de l'initiative. Permettre avec une initiative nationale, de créer de nouveaux espaces, à l'exemple de celui que nous construisions dans l'enthousiasme....En démontrant d'une manière pratique la force d'un mouvement social se situant en dehors de la dérive chauvine française, nous parions sur l'avenir en prenant date et acte de cette histoire toujours refoulée dans les poubelles de l'histoire.

...Nous ne voulions pas nous enfermer dans un discours défensif qui se contenterait de répondre aux arguments, ou plutôt aux délires sécuritaires et racistes. Agir de la sorte, c'était nier nos propres capacités, notre imagination et simplement notre vécu. Nous jeter dans la gueule des hyènes qui se nourrissent de phantasmes et de peur et hululent de mépris et de haine. De ceux qui astiquent leur fusil de peur de rouiller. C'est ce refus fondamental de nous définir en négatif, en réponse au portrait-robot qu'esquissent de nous les combattants de la France colonisée, qui a défini Convergence dès le départ comme un combat d'idées pour nos idées.

Démontrer que l'égalité et le respect de l'identité de chacun est non seulement possible mais déjà une réalité de ce pays : tel était un de nos objectifs principaux. Il fallait mettre les idées en scène d'une manière vivante et spectaculaire..."Un mouvement se doit porteur d'idées neuves (plus que de revendications). La logique même de Convergence 84 se résume dans la proposition d'une autre conception de la citoyenneté que celle qui est aujourd'hui en vigueur. Autour d'une idée simple : là où l'on vit on doit avoir tous les droits. Punta e basta."

Quelque part, nous voulions désespérément être positifs. A me rappeler de ces 24 heures à tourner sans cesse autour du palais de justice, pour l'égalité devant les tribunaux, je crois que le désespoir peut avoir une terrible puissance. Sans évoquer celle de ces vingt travailleurs turcs qui se sont joints à nous vers la fin de l'après-midi, le lendemain de la mort de deux de leurs compatriotes à Chateaubriant.

... Il fut désormais acquis qu'il s'agissait de faire un spectacle grand public où chacun par un mécanisme d'identification se sentirait acteur. "la France c'est comme une mobylette, pour avancer il lui faut du mélange". Les mobylettes remplaceront les baskets.... Le mélange n'était à nos yeux qu'un témoignage vivant et positif pour démontrer le besoin d'égalité entre tous et en aucun cas l'objectif d'une telle action. "Nous le dirons et le répéterons si

## Encore exclus !

Non ce n'est pas Pasqua qui a pris la décision d'exclure du bénéfice du Revenu Minimum d'Insertion, les immigrés qui n'ont pas la carte de dix ans. Cette mesure discriminatoire envers environ 20% de la population étrangère, qui sont à priori ceux qui en ont le plus besoin, qui sont les plus démunis, en faveur desquels on vient précisément d'affirmer la nécessité d'intervenir d'urgence ! Ces étrangers non titulaires de la carte soit parce que leur situation personnelle ne leur donne pas immédiatement le droit à ce type de titre, soit parce que l'administration le leur refuse indûment, soit, tout simplement du fait des négligences et des retards relativement fréquents des services préfectoraux. Sont aussi exclus les demandeurs d'asile. Il est bon de rappeler que nombre d'entre eux attendent trois ou quatre ans, voire davantage, avant de recevoir la réponse définitive (positive ou négative) à leur demande d'asile.

Le **Réso** Solidarité contre les expulsions de Bordeaux organise une fête le 4 novembre au local de la "Clef des Ondes", Cours du Médoc, 33 000 Bordeaux.

## France Plus :

Après le Charter pour les droits civiques organisé l'an dernier, France Plus renouvelle son initiative. Cette association qui se fait fort d'inscrire une grande partie de la deuxième génération sur les listes électorales est en pleine ouverture. L'intégration doit dépasser les clivages traditionnels. Etant reçu par ceux qui "sont susceptibles de mettre l'antiracisme en actes", France Plus publiera "un livre blanc à destination des pouvoirs publics". Au menu : le logement, la justice, l'emploi, la formation professionnelle....

## FASTI :

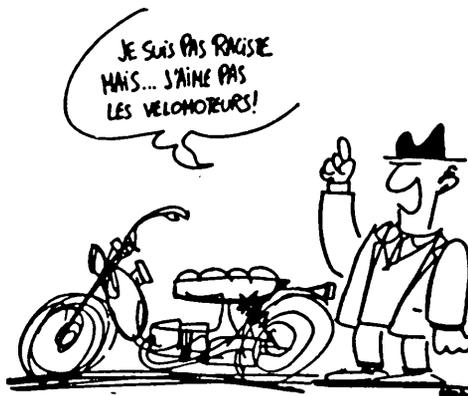
La Fédération des Associations de Solidarité avec les travailleurs immigrés a édité une carte postale demandant l'abrogation des lois Pasqua-Pandraud de décembre 86. Lors de sa conférence de presse, la FASTI se demandait si on avait changé de majorité, au vu "de la façon dont sont traités les immigrés". Commander à FASTI, 4 square Vitruve, 75020 Paris.

des personnes aussi diverses s'assemblent, c'est qu'elles se ressemblent par un point au moins : leur qualité d'être humain. Cela suffit pour affirmer la nécessité de l'égalité entre elles toutes et pour vouloir combattre en sa faveur". Chacun des groupes étaient constitué d'un noyau de gens de même origine : française, portugaise, maghrébine, asiatique, africaine et antillaise. Nous voulions ainsi représenter la diversité culturelle existante en France. Toutes ces communautés se retrouvaient à Paris pour la scène finale dans un décor et ambiance de carnaval.

....C'est vrai ça nous faisait chier de nous confronter avec les forces politiques. Oui, c'est gens là nous emmerdent. ...Car enfin nous vivons dans un pays où ceux qui accusent les autres d'être racistes pratiquent les quotas. Où ceux qui hier, défilaient avec nous dans la rue contre les expulsions se vantent d'être les champions des refoulements surtout lorsqu'on chauffe le bulletin de vote (....). Convergence était une action hautement politique, et nous avions pour preuve, entre autres le débat sur la nouvelle citoyenneté. (... ) Ah qu'on crie "enfermez le racisme" tout le monde est là, mais quand on gueule "libérez l'égalité", les troupes s'amenuisent. (...) Beaucoup pensent qu'au delà d'être une valeur dans une société, l'égalité est un besoin dans les relations entre les membres de cette même société. Et c'est ce besoin dont nous entendions parler. A cette fin, il faut donc relever les inégalités d'où qu'elles viennent. Figurez-vous, qu'en la matière, il y a eu pour tenter de faire carrément avaler les couleuvres. En ce sens, que l'inégalité criante et scandaleuse sous la droite se transformerait de nos jours en "oui, ce n'est pas encore ce que vous voulez, mais beaucoup a déjà été fait." On nous prend vraiment pour des cons.

D'autres encore prônaient l'égalité et l'insertion par l'acquisition juridique de sa nationalité française. Autant dire que ces charlatans nous vendraient de la poudre à blanchir qui ne fait que nous donner des boutons. L'égalité de tous les habitants en France, cela veut dire qu'on peut être citoyen de la France quelle que soit la nationalité. La secte de "n'allons pas trop loin en besogne" se manifeste pour signaler que, tout de même, il ne faut pas exagérer. Que donner quelques droits est nécessaire et indispensable, mais que la citoyenneté est liée à la nationalité française. (...) Notre but était de nous adresser à l'opinion publique, et non pas directement aux pouvoirs publics, qui s'en seraient sortis blanchis à bon compte avec deux ou trois promesses malgré les dernières atteintes au droit de vivre en famille (Décret de Dufoix qui restreignait le regroupement familial). Et quelque part l'égalité des droits, telles qu'elle est définie aujourd'hui, nous semblait être un facteur de marginalisation parce qu'elle s'accompagnait de la séparation français-immigrés, apartheid dans nos têtes que nous ne voulions, peut-être un peu trop vite, voir disparaître.

...Une analyse anti-raciste suffit-elle à comprendre les mécanismes de rejet et d'intolérance et donc l'action qui en découle ? Peut-elle ne serait-ce que jouer une fonction régulatrice dans une situation de



détérioration des rapports sociaux ?

Ainsi de longs débats avaient eu lieu au Collectif jeune pour savoir si tel meurtre ou tel autre avait été guidé par la haine raciale, donc s'il rentrerait dans la liste des crimes racistes. Comme si seul le racisme pouvait expliquer ces actes déments. Pour sa part, l'association des mères de famille victimes de crimes racistes avait tranché, à raciste, elle ajoutait sécuritaire. Ce débat était venu à la suite d'assassinats de jeunes "français" et il était important de les associer pour les actions qui ne manqueraient pas d'être entreprises contre ses crimes. "le souci de rassembler toutes les familles de crimes racistes ou de crimes sécuritaires n'aura pas été un vain mot : mais le débat pour élargir le cercle a été âpre....

Si le temps de l'immigration de papa est fini, voici venir le temps des origines, c'est à dire des différences - inégalités qui ne font que s'accroître. "Le peuple qui vit sur ce territoire est donc divers. Mais cette diversité n'est pas encore reconnue par la société : les statuts de ses différentes composantes demeurent inégaux. Dans la vie sociale actuelle, la différence, cela signifie : un traitement judiciaire différent, une réussite scolaire différente, des conditions de travail et de logements différents, un statut administratif différent, une possibilité différente de vivre son identité..." "Différent, c'est à dire inégal."

... En d'autres termes, ce discours-là (l'antiracisme généreux) n'a aucune prise sur leur vie quotidienne (les jeunes), sur un immédiat palpable. Les enfants de la crise, promus en d'autres temps à un destin de consommateurs de biens et d'idées, ne veulent plus faire de lèche-vitrines. Qu'on ne me prête pas l'intention de dire, que prôner des idées généreuses, combattre les préjugés, n'est pas chose louable. Mais réduire l'antiracisme, surtout par les temps qui courent, à de belles envolées sur la rencontre et l'amitié, c'est un peu vouloir guérir un cancer avec de l'aspirine...

"La ruée vers l'égalité". Vous pouvez nous le commander contre 35,00 F.

# Interview de JARASH

*Le milieu associatif a été abandonné par la gauche au profit de la droite qui en a fait un élément moteur pour la reconquête des valeurs idéologiques. La création d'associations locales et la renaissance d'associations catholiques sont là pour montrer cette revalorisation du terrain culturel et la volonté d'acquérir du poids. C'est dans le sud de la France que se manifeste d'ailleurs cette floraison d'associations liées à la droite et à l'extrême-droite.*

*L'autonomie des associations par rapport au politique est donc doublement difficile, d'une part à cause du mode de financement (subventions municipales) et d'autre part par les batailles politiques qui s'exercent pour leur contrôle, leur soumission ou leur non expression politique autonome. Mais si aujourd'hui le paysage à l'air désert, il n'en reste pas moins que dans plusieurs villes de France, des jeunes se regroupent et essaient de mettre en place des activités pour réoccuper l'espace. Jarash, association de la banlieue parisienne est là pour montrer cette réactivité dans le milieu associatif.*

## JARASH : Jeunes antiraciste pour l'hétérogénéité l'amitié et la sociabilité

**Peux-tu nous faire un "historique de Jarash ?**

L'association Jarash s'est créée en février 88. Le point de départ de l'association est la volonté de quelques individus faisant le constat qu'il fallait s'organiser contre l'extrême-droite. La jeunesse doit se prendre en charge et mettre en place des lieux pour animer les quartiers, reprendre en main des espaces inoccupés ou laissés à l'abandon. Jarash est une association située à St Ouen l'Aumône dans la banlieue parisienne près de ce qu'on appelle une "ville nouvelle" : Cergy-Pontoise. La concentration de jeunes dans des lieux dépourvus d'activités, le chômage qui en touche une partie importante entraîne délinquance et violence. Jarash est né aussi du constat que l'affrontement entre bande rivales permet aux pouvoirs et aux forces politiques de ne pas poser les véritables problèmes, tout occupé qu'il est à développer un discours basé sur des mesures sécuritaires. Le racisme ambiant est aussi une autre donnée. Pour nous, association multiculturelle, il s'agit de redonner vie au quartier, de proposer de multiples activités, de donner aux gens la possibilité de se regrouper. La lutte antifasciste doit dépasser simplement ses côtés idéologiques pour devenir pratiques.

**Jarash est issu de quelle histoire locale ?**

Sur notre ville avait déjà existé une association la FRIM (français-immigrés) née au moment de la Marche 1983 et de Convergence 84. Certains d'entre nous en sont issus ou l'ont côtoyé. Le FN a fait 18% dans notre ville, ce qui représente 4% de plus que la moyenne nationale. Pendant la campagne électorale, nous avons décollé les affiches du Front ou collé nos propres affiches. Il est vrai que le FN n'est pas très présent dans le quotidien. Il n'a pas d'existence en

## QUAND L'EXTRÊME-DROITE S'EXPRIME



ÇA LAISSE  
DES  
TRACES

JARASH

dehors des campagnes électorales. A la fin de l'année nous avons organisé une fête où était présent plus de 500 personnes. Cette fête a été l'occasion de tenir une table de presse et de présenter différentes associations et collectifs. Ce moment là a été important car beaucoup de jeunes ont vu qu'existait des structures de résistance face à l'extrême-droite et qu'il y avait possibilité de se regrouper et d'agir collectivement.

**L'association a-t-elle pris des contacts avec d'autres associations de la région ?**

Dans la région il existe très peu d'associations. Toutes ont disparu ou sont moribondes. Mais nous voulons permettre que dans les cités et les quartiers, les jeunes s'organisent en association et prennent appui sur les gens qui sont prêts à les aider. Nous

voulons servir de support mais pas d'exemple ou de référence. L'important pour nous est d'aider à ce développement pour qu'existe un véritable réseau. Il faut sortir de la simple consommation ou participation pour que dans les multiples lieux vierges, des jeunes s'auto-organisent. Dans les cités aux alentours : cité du Brouillard, du clos du Rois, des jeunes du Parc, il faudrait que naisse de multiples associations et que l'on puisse après d'une manière fédérative travailler en commun.

***Avez-vous des problèmes pour être reconnus de manière indépendante ?***

La Mairie socialiste de St Ouen l'Aumône n'a pas vu d'un trop mauvais œil, la création de l'association. Il est vrai que nous vivons ici depuis tout le temps, que notre monde c'est la MJC. Redonner vie à cet endroit et permettre d'en faire un lieu animé ne peut qu'être intéressant, lorsque l'on voit les problèmes des jeunes. De plus, nous avons donné des gages de sérieux et de travail. L'indépendance se gagnera par notre capacité à gérer nous-mêmes nos activités et en ayant établi un rapport de force. Autonomie politiquement, nous regroupons des gens issus de milieux divers (chômeurs, précaires, travailleurs, étudiants) qui ont pour souci de faire vivre ce lieu. Pour l'instant nous n'avons pas eu de problèmes de subventions (on les a reçus sans les demander), mais nous pensons qu'à ce sujet aussi, nous devons assurer la plus grande partie de notre financement par nous-mêmes. L'organisation de fêtes doit servir à cela.

***Vos activités ?***

Nous allons essayer d'ouvrir un bar toute la semaine avec des équipes tournantes. Equipes qui prendront aussi en charge des initiatives diverses pour dépasser le simple fait de consommer pour proposer des rencontres, animations, débats,.... Cela permettrait d'ouvrir sur l'extérieur et de sensibiliser sur d'autres sujets. Nous allons aussi ouvrir une salle de répétition pour des groupes de musique. Pour l'instant deux groupes vont venir. Nous allons réaliser un journal "Le frondeur" dont le premier numéro présentera l'association, avec un dossier sur les foyers Sonacotra, une enquête locale, une présentation des associations de la ville. Nous ne voulons pas nous enfermer dans un "ghetto" jeune par opposition à d'autres catégories ou associations. Nous pensons que tisser des liens avec "les vieux" ou des associations qui s'occupent de problèmes comme le logement est important. Permettre l'information et la solidarité entre tous est un gage pour élargir notre lutte. Notre objectif est aussi d'essayer d'avoir une approche collective des tâches à effectuer et d'avoir une pratique autogestionnaire, que l'association fonctionne sans prise de pouvoir et soit prise en charge par tous les membres. Cela reste encore dans la réalité peu effectif, mais nous avons la ferme intention de travailler à cela. Nous sommes en relation avec beaucoup de groupes de musique, de théâtre,

d'animateurs dans la région. Il est sûr que si nous arrivons à structurer une grille d'activités et d'initiatives, nous pouvons compter sur beaucoup d'acteurs prêts à venir travailler avec nous. C'est à nous maintenant, de mettre en pratique nos idées. Nous essayerons aussi d'organiser un concert avec des groupes locaux et des groupes de rock alternatif. Lorsque les Berurier Noir sont venu à St Ouen, cela avait permis aux jeunes de se rendre compte que s'organiser pouvait être une réponse efficace face aux skins et à l'extrême-droite.

***Avez-vous des problèmes spécifiques avec les skins ?***

Il y a quelques années les skins étaient assez présents. Beaucoup se sont retrouvés en prison. Aujourd'hui, nous les voyons revenir. Mais il y a des différences. Avant les "Beurs" par exemple ne voyaient pas la différence entre les punks et les skins. Après toutes les agressions qu'il y a eu et le fait que les skins se proclament ouvertement racistes, les "beurs" réagissent. Dans nos cités, tout marche au "Tam-Tam". Si jamais des skins viennent pour "casser de l'arabe" dans une cité, la réponse va être très rapide et massive. Les jeunes doivent apprendre à ne pas changer de trottoir quand ils croisent des bandes de skins. Il ne faut pas rentrer dans leur jeu de se croire maître de la rue. Il faut que les "Bleu-Blanc-Rouge" ne se sentent pas chez eux dans les cités pouvant ratonner et bastonner arabes ou punks. Dans la région, les skins sont surtout présents dans les villes de Créil, Méru ou l'Isle-Adam. Sur la ligne de train Nord, leurs agressions ne sont pas rares. Pour Jarash, la lutte contre les skins doit permettre aux différentes bandes de trouver des points de convergence. Elle doit aussi être le moment de montrer que l'exclusion sociale que subissent les jeunes qui réagissent par la violence, peut donner naissance à une résistance collective et à une réappropriation des espaces.

***Quels sont les comportements de la police ?***

La police est présente de plus en plus dans notre quotidien. A St Ouen par exemple, la Mairie a décidé de construire un commissariat à la place de l'Ancienne Poste. A Cergy, ville nouvelle, le centre de police ressemble à un énorme bunker. Les rondes sont très fréquentes et on assiste à un quadrillage des quartiers. Lors d'une garde à vue, le policier chargé d'interroger avait la photo de Le Pen et ne se cachait pour dire quelles seraient ces solutions si jamais il avait le pouvoir... Lors des collages pendant les campagnes électorales nous nous sommes retrouvés confrontés au RPR qui nous a dit qu'ils étaient protégés par les policiers...



# Dis, cipline c'est quoi l'armée

## Le cri des peuples du Pacifique

L'arrêt des essais nucléaires est devenu la priorité des priorités du mouvement de paix international. Après la signature du traité de Washington en décembre 1987, les deux Grands procèdent, en Europe, au démantèlement des missiles à moyenne portée. C'est un premier pas. Mais est-il besoin de rappeler que l'accord ne concerne que les armes nucléaires basées au sol. Rien n'empêche la modernisation des armes nucléaires véhiculées par des navires ou des avions de guerre. Pour mettre un terme à la mise au point et à la fabrication de ce type d'armes, l'arrêt des essais nucléaires devient indispensable.

D'ailleurs, les Etats Unis et l'Union Soviétique ont en perspective la conclusion d'un traité d'interdiction des essais nucléaires. Jusqu'à présent on butait sur les questions de vérification. Cet obstacle est en train de se résoudre depuis que les experts des deux camps peuvent assister et opérer des mesures lors d'essais nucléaires réalisés soit au Nevada, soit en Sibérie. Il n'est pas impossible qu'un traité soit signé dans les mois à venir. Un traité auquel se joindrait probablement la Grande Bretagne qui a longtemps été associée au processus.

Du côté français, les experts militaires redoutent cette éventualité. L'argumentation est simple. Les Grands peuvent se permettre une interruption des essais nucléaires : ils disposent d'une telle infrastructure scientifique et militaire qu'ils pourraient les reprendre en quelques mois. Ce ne serait pas possible pour la France. Conclusion des français : les essais doivent continuer.

Alors, la pression du lobby militaro-industriel est telle en France que toute critique de la politique nucléaire est considérée presque comme une atteinte à la sûreté de l'Etat. Ce serait de "l'anti-patriotisme" destiné à nuire au rayonnement de la France dans le monde.

Alors on nous affirme que la crise calédonienne et la volonté d'indépendance du peuple Kanak ne sont que les moyens détournés pour chasser la France du Pacifique Sud et pour lui interdire de demeurer une puissance nucléaire. Tantôt pour y laisser la place aux anglophones, tantôt pour faciliter la stratégie soviétique, c'est selon.

Même arrière pensée lorsqu'on fait dire par un ministre ex-écologique que les essais de Mururoa ne

sont pas nocifs. Seraient-ils "les plus sûrs du monde" tout comme nos centrales nucléaires ?

Les pressions françaises viennent d'atteindre un sommet. Du 12 au 16 septembre 1988, le Parlement Européen devait discuter et voter une résolution concernant l'envoi d'une commission d'experts en Polynésie Française. A la suite de manoeuvres d'intimidation de la France, le Parlement Européen a dû ajourner ce débat.

Dans le Pacifique, depuis l'affaire Greenpeace, les Etats et les populations ont dépassé le stade de l'indignation. La volonté de construire un "Pacifique libre et non nucléaire" est toujours aussi vivace, mais on commence à proposer des moyens. En Australie, Nouvelle Zélande comme en Polynésie française, les peuples et leurs gouvernements veulent du concret.

Ce dossier de Damocles veut présenter cette immense protestation contre les essais nucléaires français dans tout le Pacifique. Un cri pratiquement ignoré en France et dont nous voulons, à notre niveau, être le relais.

S'il faut dix ans à la Nouvelle Calédonie pour remédier à 160 ans de colonisation, combien d'années faudra-t-il consacrer à la Polynésie Française pour qu'elle retrouve son identité et son intégrité après des essais nucléaires dont les effets se mesurent à l'échelle des siècles ?

**Damocles : BP 1027 ; 69201  
Lyon cédex 01**

JE SUIS PRISÉ DE L'ANPE À  
LA DÉFENSE DU MONDE LIBRE...  
BEN, LES CONGRESSES CONTINUENT  
DE SE FOURRE DE MA GUEULE!



# Merde à Vauban !

*Les deux textes qui suivent expriment le point de vue de deux associations dont l'objectif est la lutte contre l'enfermement. Expriment leur point de vue sur la lutte des prisonniers aujourd'hui, sur la possibilité d'une unification des revendications, d'une forme plus organisée et structurée du mouvement des prisonniers, la Commission Prison-Répression et l'Association des Amis de Parents et Amis de Détenus apportent des contributions importantes sur ce qui se passe à l'intérieur des prisons. Procès en appel des mutins d'Ensisheim*

## Commission Prison-Répression

*Extraits du meeting de la Commission Prison-Répression, à la Maison verte, le 30 septembre dernier.*

La CPR a commencé par procéder à un historique des luttes sociales.

Rappelez-vous le printemps et l'été 1985 ! Rappelez-vous ces explosions de colère dans les maisons d'arrêt, ces mutineries de Fleury-Mérogis, de Fresnes, de Bois d'Arcy, qui ont irrémédiablement souillé l'image angélique de Badinter, le Garde des Sceaux d'alors, voulait donner de lui...

Pas d'organisation, pas de coordination, pas de plate-forme, pas d'objectifs, pas de slogans, pas de porte-paroles : les mutineries de 1985, déclenchées à l'initiative d'une poignée de détenus et qui ont fini par contaminer des dizaines de prisons, étaient - on peut le dire - le degré zéro du mouvement des prisonniers.

Ah, le pouvoir n'a pas eu de mal, à l'époque, à imposer dans l'opinion sa propre interprétation de la révolte. Il n'a pas eu de mal à dissimuler ses responsabilités, en rejetant la faute sur la chaleur et la surpopulation. Il n'a pas eu de mal à exploiter la situation pour faire passer son propre objectif - la construction, déjà de milliers de nouvelles places de prison.

Pendant ce temps là, les détenus, sans voix ou presque, se faisaient gazer et matraquer par les gardes-mobiles et Alan Pinol se faisaient assassiner sur les toits de Fresnes.

Pourtant, si elles étaient encore sans voix, les mutineries de 1985 avaient déjà un sens. Rappelez-vous : quelques jeunes détenus de Bois d'Arcy avaient écrit sur une banderole "ils veulent nous tuer". C'était la seule manière, alors, qu'ils avaient trouvée pour dire leur refus de la répression et de l'enfermement.

Aujourd'hui, on peut mesurer le chemin parcouru. On peut mesurer ce que le mouvement des prisonniers a gagné en nombre et en maturité.

Le 13 septembre dernier, vous l'avez tous lu dans les journaux, des milliers de détenus - sans doute pas loin de 10 000 - ont participé dans toute la France à une journée nationale d'action. Grèves de la faim,

grèves des plateaux, grève des ateliers, refus de remonter en cellule après les promenades : une action simultanée, coordonnée, organisée de toutes les catégories de prisonniers, sur des plate-formes précises et collectivement élaborées...

Cette fois, personne n'a osé dissenter sur la chaleur et la surpopulation. Personne n'a osé entonner le traditionnel refrain sur les "meneurs". Personne n'a pu éviter d'entendre les revendications des prisonniers. Et le Figaro lui-même, pourtant peu coutumier de ce genre de vocabulaire, a du reconnaître - je cite - qu'une "conscience de classe" était en train de se former dans les prisons françaises.

Je vous l'ai dit, de mai 1985 à septembre 1988, le chemin a été long et difficile. Long et difficile, le processus qui a permis d'en finir avec les luttes individuelles ou catégorielles, et d'unifier au sein d'un même mouvement prévenus et condamnés, longues et courtes peines, hommes et femmes, français et immigrés, droits communs et politiques. Long et difficile, le processus qui a permis de faire apparaître des revendications communes, de les discuter, de les concrétiser dans les plate-formes reconnues par le plus grand nombre. Long et difficile, enfin le processus



qui a permis de donner une dimensions nationale au mouvement.

Incontestablement, la lutte contre les quartiers d'isolement a été l'un des moteurs qui ont permis d'en arriver là. (...)

En juillet 1987, lorsque des centaines de prisonniers se sont à nouveau mutinés dans les Maisons d'arrêt, c'est précisément la fermeture des quartiers d'isolement que les mutins ont placé en tête de leurs revendications, dans une des premières plate-formes rédigée depuis plusieurs années.

Et c'est encore l'abolition de l'isolement qui, quelques mois plus tard, venait en tête des revendications, lorsque les condamnés sont à leur tour entrés dans la lutte, avec les mutineries du quartier d'isolement de Besançon et de la Maison d'arrêt d'Ensisheim. (...)

La fermeture des quartiers d'isolement, la fermeture de ces prisons dans la prison, de ce régime spécial dont la seule fonction est de briser ceux qui contestent a pu apparaître un temps à certains comme l'affaire d'une infime minorité. L'histoire a démontré qu'elle est en fait la clé de voute de la construction d'un mouvement des prisonniers en lutte.

Mais dans le cours de la lutte, de nouvelles revendications fondamentales se sont ajoutées à celle-là, abolition du prétoire et du mitard, abolition des statuts spéciaux, abolition de la censure et la liberté de communication à l'extérieur, droit de regroupement affinitaire, etc... Sans oublier la solidarité, l'exigence de la levée de toutes les sanctions et condamnations prononcées contre ceux qui se sont mutinés. (...)

En cherchant à se doter d'une véritable plate-forme nationale discutée et approuvée par le plus grand nombre, en cherchant à unifier dans un même combat toutes les catégories de détenus, en cherchant à coordonner leur action malgré les murs qui les séparent et les obstacles dressés par l'administration pénitentiaire, les prisonniers sont entrés dans une phase décisive : celle de la constitution d'un véritable mouvement national des prisonniers en lutte, d'une force représentative, compacte et organisée.

S'ils y parviennent, croyez nous, non seulement ils bouleverseront les conditions de la lutte dans les prisons, mais ils pèseront aussi d'un grand poids dans les rapports de forces sociaux dans ce pays.

## Association des Parents et Amis de Détenus

Depuis plusieurs mois, suite aux diverses révoltes qui ont eu lieu dans les prisons, se développement des embryons d'organisation à l'intérieur (coordination nationale des prisonniers de Fleury, textes émanant de 5 condamnés d'Ensisheim, appel des détenus de la Santé, de Fresnes, la MAF, etc...).

Les détenus, au delà des revendications régulièrement exprimées - d'une part l'abolition des quartiers d'isolement, du mitard et du prétoire pour les plus importantes, et d'autre part celles touchant aux conditions de détentions, expriment la volonté de voir se créer des structures stables d'organisation à l'intérieur qui dépasseraient l'organisation purement territoriale.

Il s'agit pour eux de développer le maximum de contacts avec d'autres détenu(e)s, d'avoir des discussions afin de faire vivre un réel débat entre eux. La finalité étant d'établir une plate forme dans laquelle l'ensemble des détenu(e)s se retrouverait, et de constituer une force dont l'Administration Pénitentiaire serait obligé de tenir compte. C'est aujourd'hui le seul moyen pour contrer la volonté de l'administration pénitentiaire qui est de disperser (transfert, mitard, isolement) les embryons d'organisation qui se construisent lors des révoltes.

Dans ce processus, à l'extérieur, nous, familles, ami(e), associations, avons un rôle à tenir : de soutien, de propagande, de coordination et de circulation de l'info.

- Pour les visiteurs : qu'ils communiquent au (à la) détenu(e) qu'ils visitent les textes existants et récoltent leurs suggestions, propositions ou critiques, après concertation de l'ensemble des détenus intéressés.

- Pour les associations : nous proposons que les associations, comités, etc existants sur différentes régions se chargent d'être un point de coordination des infos reçues. Ces groupes peuvent, dans la mesure de leurs moyens assurer une large propagande (communiqués de presse, interventions dans les médias, tracts, publications dans les revues militantes de la région, etc...).

Pour sa part, l'APAD se propose de tenir ce rôle dans la région Parisienne. (...).

Au delà de la circulation d'information, nous pensons qu'il est indispensable de constituer une force extérieure capable de se coordonner rapidement pour apporter un soutien efficace dès que l'organisation des détenus est menacée :

- présence au procès des "mutins" d'Ensisheim.
- Pression sur les différentes instances judiciaires et médiatiques.

APAD, 29 rue Stéphenson,  
75018 Paris



## Plate-forme de l'association des Familles et amis des prisonniers politiques

# Justice

logique implacable!



### Procès d'Ensisheim

Le procès en appel des cinq "meneurs" de la mutinerie d'Ensisheim aura lieu le mardi 8 novembre, à 9 heures, au tribunal de Colmar.

Le 25 mar dernier, ce même tribunal infligeait à Djellali Mihoubi, Saïd Jabri, Thierry Etienne, Jean-Baptiste Pechon et Gérard Birou, tous condamnés à de longues peines, quatre ans de réclusion supplémentaires et à 330 000 francs d'amende collective pour sanctionner la mutinerie d'Ensisheim, le 4 décembre dernier.

Le principal tort de ces hommes, aux yeux de la justice, est d'avoir exprimé, au travers de cette révolte, leur refus de la prison, des quartiers d'isolement, du prétoire, du mitard. Lors de leur premier procès, ils ont totalement revendiqué leur révolte, et affirmé leur solidarité envers tous les mutins. Ils ont payé ce courage et cette dignité de la plus forte condamnation jamais prononcée à l'encontre de mutins. Lors des récentes plates-formes, puis dui mouvement national des prisonniers le 13 septembre dernier, la revendication "pas de sanctions pour les mutins" est revenue à plusieurs reprises. Il est important que cette solidarité s'exprime également à l'extérieur des prisons, à l'occasion du procès en appel. C'est pourquoi la Commission Prison-Répression appelle tous ceux que la gestion des prisons ne laisse pas indifférents à venir nombreux à ce procès. Les personnes intéressées peuvent appeler le répondeur de la CPR (42 46 59 30), en vue de l'organisation d'un transport collectif.

1 - Est membre de l'association toute personne reconnaissant et respectant cette plate-forme et participant aux activités de l'AFAPP.

2 - L'association dénonce les conditions de détention auxquelles sont soumis les militants et les soutient dans les revendications relatives aux conditions d'incarcération. Elle s'engage, dans son cadre propre, à les appuyer.

3 - Un des buts de l'association est d'œuvrer pour une amélioration des conditions qui permettent aux prisonniers de continuer leur réflexion et leur travail politiques.

4 - Pour intervenir dans la situation des militants prisonniers, l'association se donne pour but de dénoncer le plus largement possible les actuelles conditions de détention, et de populariser au maximum les légitimes revendications des prisonniers, notamment :

- abolition de toutes les formes d'isolement,
- droit à des réunions de travail régulières et collectives, ainsi qu'à une correspondance libre entre eux,

- libre accès à l'information et aux publications politiques de leur choix,

- arrêt de la censure et du blocage de la correspondance, des documents et des livres,

- fin de la restriction du droit de visite.

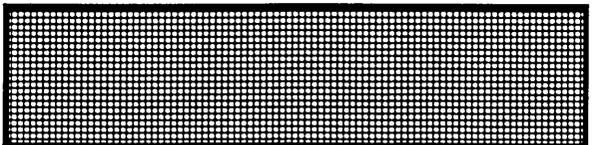
5 - L'association s'engage à véhiculer leurs réponses face aux calomnies et aux fausses accusations de la presse, et à diffuser le plus largement possible les textes produits par les prisonniers.

6 - L'association et ses activités ne sont pas pour autant l'expression d'un soutien à leurs lignes politiques et elle demande aux prisonniers et à leurs camarades d'en tenir compte. Cependant, l'association reconnaît l'authenticité du combat politique des prisonniers.

7 - L'association reconnaît l'autorité des militants prisonniers sur leur situation et sur les initiatives y afférentes. C'est ainsi qu'elle considère comme légitime l'exigence de ceux-ci de n'entreprendre aucune activité, de ne véhiculer aucun message contraire à leur identité politique.

8 - L'association est autonome et indépendante. Ses décisions sont prises collectivement lors de réunions, en tenant compte des points précédents.

AFAPP ; BP 716  
75162 Paris cédex 04



## Parloir libre doit vivre !!!

*Le texte ci-dessous qui est une pétition de Parloir Libre, écrite et diffusée avant que la décision de Canal 9 de vider l'émission sur les prisons soit définitive. A noter que plusieurs radios ont refusé pour l'instant d'accueillir Parloir Libre dont en autre Radio Libertaire, et Ici et Maintenant !!!*

La Rédaction

L'émission Parloir Libre existe depuis 3 ans, elle émet essentiellement en direction des taules. Alors qu'aujourd'hui cette expérience reste isolée et exemplaire, la direction de Canal 9 veut supprimer l'émission. Quelles que soit ses raisons (officiellement une restructuration des programmes) il nous semble important que la population pénitentiaire déjà suffisamment isolée de la société puisse disposer d'un porte-voix, afin que la libre information sur les conditions parfois scandaleuses de détention aujourd'hui en France puisse être assurée.

Il nous paraît nécessaire que les associations de famille de détenu(e)s, ainsi que les familles puissent trouver à travers cette antenne leur juste expression (ce qui est le cas aujourd'hui).

Par cette lettre nous vous demandons de revenir sur la décision de supprimer Parloir Libre ou d'au moins leur laisser votre antenne jusqu'à ce que Parloir Libre ou d'au moins leur laisser votre antenne jusqu'à ce que Parloir Libre puissent être accueilli ailleurs.

Parloir libre doit vivre !!!

## CAIC

Le CAIC (Comité pour l'abolition de l'isolement carcéral) a occupé le 17 octobre 1988 de 16h à 24h le siège de la Ligue des Droits de l'Homme à Paris, qui ironie du sort se trouve en face de la prison de la Santé. Curieuse idée d'occuper une association de défense des Droits de l'Homme : les militants du CAIC voulaient par là attirer l'attention des médias et du staff de la LDH sur l'isolement carcéral qui est considéré comme une torture blanche. Résultat des courses : après de longues discussions entre militants du CAIC, d'anciens détenus qui ont été soumis de long mois à l'isolement et des dirigeants de la LDH, deux décisions concrètes ont été prises. D'une part la LDH enverra un observateur mandaté au procès des mutins d'Ensisheim qui aura lieu début novembre, d'autre part l'organisation d'une conférence de presse de la LDH sur l'isolement carcéral avec la présence des membres du CAIC

A noter que le Ministre de l'(in)justice est membre de la Ligue. Difficile d'avoir le cul entre deux chaises.

CAIC : 18 rue Stéphenson, 75018 Paris

## A.C.E.

L'association contre l'enferment (ACE) s'est constituée à Toulouse début Mars 1988 et a produit un bulletin.

Notre initiative a pour but de s'opposer aux mensonges, aux silences des médias, des pouvoirs politiques et étatiques, tous complices de l'élimination sociale et physique des individus incarcérés pour une raison ou pour un autre.

L'ACE est composée de personnes sensibilisées depuis de nombreuses années par les problèmes par la Prison et son corollaire : l'enfermement. Parmi les expériences antérieures, il y a eu, entre autre, la campagne pour l'Amnistie générale de tous les prisonniers en 81 ; de fin 83 à 85 "Transmuraile Express" (émission de radio sur les prisons) ; la quinzaine contre l'enferment en 1984, réunion publique d'information en mars 1988 sur les grévistes de la faim membres d'Action Directe ; diffusion de textes et brochures...

A ce sujet, nous invitons les gens désireux de donner le plus d'impact possible aux documents relatifs à la prison, textes, témoignages et revendications de détenus, de nous en faire parvenir copie. Nous reproduisons toujours volontiers, et sans discrimination aucune, ce type d'informations et de messages de lutte.

ACE c/o CRAS  
BP 492  
31010 Toulouse

## Communiqué

La Ligue des Droits de l'Homme est occupée.

Pourquoi ? La LDH s'était déclarée prête à agir contre les conditions d'isolement scandaleuses faites à des centaines de détenu(e)s en France. Qu'en est-il de ces actions ; depuis 6 mois la gauche est au pouvoir, et rien n'a été fait pour supprimer cette forme de torture.

Aujourd'hui cinq détenus de la prison d'Ensisheim risquent pour avoir lutté contre l'isolement, d'énormes peines de prison. Qui les soutient ? La question de l'isolement est trop grave pour ceux qui la subissent, alors qu'ils ne font rien. Ce sont pour ces raisons que nous occupons la LDH.

## Communiqué de la LDH

Suite à des incidents survenus ces derniers mois dans les prisons françaises et aux nombreux appels lancés par les détenus, leurs familles et le personnel pénitentiaire, la LDH a décidé la création d'une "Commission d'enquête sur les conditions de la vie quotidienne des détenus dans les prisons françaises."

Pour contacter la commission : LDH - Jean Clavet -  
27 rue Jean Dolent - 75014 Paris

# C'est la lutte

*De mi-septembre à mi-octobre, 13 militants basques emprisonnés ont fait une grève de la faim pour obtenir la fin de l'isolement carcéral, le regroupement des militants politiques en prison et pour obtenir une mesure de grâce médicale pour Ttote Etxveste qui blessé lors de son arrestation par les gendarmes le 20 février 1988, demeure paraplégique à vie depuis que Ttote fut blessé lors de son arrestation par les gendarmes le 20 février 1988. Incarcéré à Fresnes, les soins nécessaires à son état semblent être plus qu'insuffisants. La grève de la faim s'est terminée après une rencontre au ministère de la Justice entre un conseiller d'Arpaillange et des représentants des familles des familles inculpées, ainsi qu'après un communiqué de l'organisation dissoute Iparretarak appelant les grévistes de la faim à la cessation de leur mouvement, en indiquant que leur grève de la faim avait en partie cassé le mur du silence.*

*Nous vous présentons ci-dessous un texte de Bayonne resituant le pourquoi de la grève de la faim. La liste des grévistes de la faim ainsi qu'un témoignage de Gaby Mouesca sur ses conditions "de vie" à l'isolement carcéral.*

La Rédaction.

## Grève de la faim de prisonniers Basques

La répression carcérale contre les militants Basques a considérablement augmenté en un an. Tout d'abord pour 220 000 habitants du Pays Basque Nord on est passé de 5 prisonniers à 68. Ensuite, les conditions de détention se sont considérablement aggravées : transfert systématique sur Paris, restrictions des droits de visites, carences graves des soins médicaux pour les militants blessés ou malades, et l'emploi prolongé de l'isolement total pour certains ( Gabi MOUSCEA, Iñaki PYANA, Philippe BIDART...)

Face à cette situation, d'innombrables démarches ont été menées par différents organismes humanitaires ou de soutien aux prisonniers politiques Basques auprès des ministères, administrations pénitenciaires... Trop peu de résultats concrets ont été atteints quand au conditions de détentions. C'est pour cela que des militants Basques ont fait une grève de la faim, 9 d'entre eux depuis le 10 septembre et 4 depuis le 15. Les 13 ( 12 membres présumés d'IK et Pant Xoa Angevin ) ont été rejoints par 2 prisonniers de droit commun solidaires. Les revendications sont : arrêt de l'isolement carcéral et libération médicale du militant Ttote ETCHEVESTE paraplégique à vie.

Le soutien extérieur en Pays Basque Nord a démarré dès le premier jour avec des actions d'AJIR ( Assemblée de Jeunes d'Iparalde contre la Répression ) et une campagne d'information de la Commission Anti Répression Herri Taldeak et de Altaideak. Depuis actions, démarches diverses, jeûne de soutien d'une centaine de personnes débouchant sur une grève de la faim de solidarité menée par 5 (?) militants se sont succédés. La mobilisation devrait se renforcer dans les jours et les semaines qui viennent ( manif à Bayonne le 8 octobre, semaine pour les prisonniers...)

**BAYONNE**

## Témoignage de Gaby Mouesca :

Physiquement, je me sens plus en harmonie avec mon corps, dès que j'essaie de sortir de mon rythme habituel d'isolé... je suis pris de violents maux de tête, et contre cet état de fait, je ne peux rien, c'est l'après fruit de l'isolement.(...) J'ai plus la tête à écrire en Euskara, je viens en effet de rencontrer un chef-maton, qui m'a annoncé que mon frère n'avait plus le droit de me rencontrer, alors que ce dernier monte à Paris demain soir... Ce matin, on m'a interdit d'aller en salle de musculation, tu vois rien ne s'arrange ici, plus ça va et plus étroite est notre marge de manœuvre. Enfin on verra... On ne peut pas toujours dire "Amen" ; il y a des limites !!

Ne pouvant parler à personne, ne voyant personne, sinon les surveillants, votre courrier est pour moi une lettre de sauvetage, et j'aimerais que bien plus de gens prennent l'initiative de m'écrire, je réponds à tout le courrier reçu, c'est le seul exercice... intellectuel que je puisse encore faire, car la lecture ou les études ne me sont plus possibles car je ne peux plus me concentrer, c'est un des maux de la mise à l'isolement; ça passera une fois que je serais dans des conditions de vie "normales"... cela dit c'est pas pour demain... on m'a, en effet, promis de longs mois de ce régime spécial...

Gabi Mouesca (27 ans) prévenu et condamné, arrêté le 11 juillet 1987. Du 14 juillet 1987 au 5 juillet 1988 à l'isolement total.

## Communiqué de presse

Un collectif composé de 25 associations et organisations du pays basque s'est réuni le 9 septembre 1988 pour faire le point sur les détentions et abus que permet la loi dite "antiterroriste" du 9 septembre 86.

Des prévenus libérés étaient présents pour dénoncer les conditions de vie carcérale (isolement, ou promiscuité parfois insoutenable dans de très petites cellules, insalubrité des locaux, manque total d'hygiène, et surtout humiliations constantes et inutiles que leur font subir leurs gardiens). Conditions qui semblent incroyables dans un pays dit de "civilisation avancée" et qui se réclame des droits de l'homme ! Lors de cette réunion il a été annoncé que les prisonniers basques allaient commencer une grève de la faim dès le 10 septembre (voir article), pour attirer l'attention sur leurs sorts et demander la levée de l'isolement total et des soins appropriés pour ceux qui sont malades ou ont été blessés.

Le collectif a décidé qu'une délégation composée d'élus et de représentants de différentes associations se rendrait auprès du garde des sceaux lors de sa venue à Biarritz le 24 septembre. Le collectif va également prendre contact avec toutes les autres associations qui luttent pour la défense des prisonniers (politiques ou droits communs), pour une action plus large. Il a été rappelé les nombreux procès qui vont débiter à l'Audiencia Nacional à Madrid et qui concernent des réfugiés basques expulsés, victimes eux aussi de ces lois d'exception du 9 septembre 86.

**CDDHPB - MJC Polo-Beyrls  
64100 Bayonne**

*Extrait de la lettre de Jean-Marc Abadie libéré le 15 août après avoir passé un an en prison en tant que simple prévenu.*

Ce 29 juillet 1988, j'étais appelé à comparaître au Palais de Justice de Paris sur convocation du juge Legrand, juge d'instruction. L'audience avait été fixée à 16 heures par le sus-nommé. Dès 13h30, je me dirigeais vers le greffe. A 15 h, l'escorte des gardiens mobiles me "prenant en charge" se présentait à la porte de ma cellule d'attente dans laquelle je me trouvais. J'étais convié à me sacrifier à la première étape du rituel qui consiste à une fouille en règle, suivi d'un déshabillage (un autre suivra juste avant l'audience, puis un troisième à l'entrée de la prison). Non sans difficulté d'ailleurs car handicapé par une entorse récente, je me suis soumis aux "frottez-vous les cheveux..., la barbe,....ouvrez la bouche..., tirez la langue...soulevez là..., les oreilles..."

En caleçon, on me demanda de le baisser, ce que je fis. Puis il fallait que je m'acroupisse (sur le pied

**Groupe Non-Violence Pays  
Basque  
C/O B & G Ayçaguer  
Quartier Gibraltar  
64120 SAINT PALAIS**

### Situation des prisonniers politiques basques.

La démarche de notre groupe n'a aucunement pour but de porter un jugement sur la légitimité de l'emprisonnement des militants basques grévistes de la faim. Ceci n'est pas de notre compétence.

Nous tenons seulement à faire savoir que, quelles que soient les charges qui puissent peser sur une personne, et même si celle-ci a pu faire usage de moyens violents que nous récusons, elle reste une personne humaine et jouit à ce titre de droits inaliénables.

Avec d'autres organismes humanitaires, nous pensons que les procédures d'isolement total, ainsi que la carence des soins médicaux, vont à l'encontre de ces droits et deshonnorent le système judiciaire français.

C'est pourquoi il nous semble juste de nous associer à ces revendications légitimes, et nous vous invitons à vous joindre à nous dans cette action, en utilisant les moyens dont vous disposez, et en signant la pétition jointe le plus rapidement possible

valide) et que je tousse. je demandais alors sereinement une explication supplémentaire afin de savoir quelle gymnastique précise je devais exécuter. Conciliant, car le rendez-vous à Paris était d'importance, je prenais une position originale : debout sur un pied, le second en l'air, je courbais la partie supérieure de mon corps imitant par là, parfaitement un avion qui prend son envol. Insatisfaits et mécontents, les deux gardiens mobiles présents me firent savoir que ça ne leur convenait pas alors même que je me rhabillais. Un d'entre eux qui semblait être le supérieur hiérarchique exigea de façon respectueuse au demeurant que je me soumette totalement à ce traitement inique....

## Pantxoa Amnistia, Aska - Amnistie et liberté pour Pantxoa

Pantxoa Angevin est donc passé mercredi 14 septembre à la Cour d'Appel de Pau, près d'une centaine de ses amis, de membres du comité de soutien, venus en car de Bayonne, St Jean...étaient venu soutenir Pantxoa, Xan et Xabi. La séance commence par l'interrogatoire de Pantxoa par le juge d'une voix feutrée (des fois que dans la salle on puisse entendre...). Pantxoa d'une voix calme et déterminée reconnaît bien avoir lancé les deux cocktails molotov sur la maison de l'inspecteur Bonachera - chargé de la délivrance des cartes de séjour - et responsable de l'expulsion arbitraire de son copain Luis. Pantxo reconnaît avoir agi seul.

Ensuite le juge interroge les Xan et Xabi qui raconte leurs différents démêlés avec la justice: Xan militant d'EMA (parti politique abertzale de gauche) est arrêté une première fois le 11 mars 1987, libéré le 14 avril de la même année et sur appel du procureur de la Cour d'Appel. Xabi (Xavier Gil) copain de Pantxoa et de Luis, lui est inculpé au mois de juin 1987, incarcéré le 2 mars 1988. Xan et Xabi soulignent l'archarnement de la police à leur égard, et montrent bien que le dossier d'accusation est toujours vide.

Dans son réquisitoire l'avocat général pour mieux criminaliser, soupçonne sans preuve, Luis d'avoir fleurter avec IK, il cite un slogan provo d'une manif après l'expulsion de Luis qu'aurait entendu l'inspecteur Bonachera : "Lynchez Bonachera". Et tente vainement de montrer que les deux explosions aurait été simultanées, ce qui lui permettra d'affirmer que Pantxoa n'aurait pas agi seul le moins que l'on puisse dire c'est que sa démonstration n'est pas convainquante. Après avoir tenté de mouiller Xan et Xabi pour complicité, il déclare péremptoirement que « Angevin n'était qu'un exécutant, il a été manifestement sacrifié ». Il réclame pour Pantxoa la confirmation de la peine de 1ère instance (4 ans) et une peine supérieure pour Xan et Xabi.

Les avocats de Xan et Xabi montrèrent, l'inexistence des charges contre leurs clients respectifs. En plus ils soulignèrent que le témoignage du gérant d'une boîte de nuit ou Xan et Xabi aurait été vu le soir de l'action de Pantxoa a été recueilli 10 jours après le jet du cocktail molotov. De plus Xan et Xabi fréquentaient souvent cette discothèque. Précisons que c'est sur le témoignage plus qu'incertain du gérant que se basait l'accusation. Un des avocats a donc conclu qu' « on ne peut condamner sur un flou aussi artistique on ne peut que confirmer la décision prise » - en première instance Xan et Xabi ont été relaxés .

Me Conte un des avocats de Pantxoa annonce en préliminaire qu'il « représente aussi des centaines de personnes qui ont pris son cas à coeur ». Et s'il reconnaît que la démocratie peut être menacée par la violence, « Il est aussi exact qu'il y a une injustice dans ce cas là ». Il souligne aussi qu'à aucun moment il n'y a eu d' « enquête minutieuse pour comprendre ce qui a

puissé M. Angevin à faire ce qu'il a fait ». Rappelant que Pantxoa avait à peine 19 ans lors des faits , et qu'une condamnation à quatre ans de prison est très très lourd, il indique que Pantxoa était motivé « par un sentiment de dignité, d'honnêteté », qu'il « n'a pas supporté que son copain Luis soit expulsé ». Après avoir indiqué qu'on avait lors de l'enquête amalgamé beaucoup de choses, il termine sa plaidoirie en lisant une lettre de Luis rappelant qu'il habitait St Jean de Luz depuis l'âge de 14 ans, et qu'expulsé avec la réputation d'être « un prétendu membre d'un groupe terroriste, il fut relâché au bout de deux heures par la garde civile ».

Le 15 septembre Pantxoa démarre une grève de la faim avec 12 autres militants basques (membres présumés de l'organisation dissoute Iparetarrak) pour demander l'arrêt de l'isolement carcéral et la libération pour raison médicale de Tote Etcheverse. ( voir dans ce numéro l'article sur la grève de la faim). Le 14 octobre le verdict de la Cour d'Appel tombe : la peine de Pantxoa de 4 ans de prison (et 60 000 frs de dommages et intérêts) est confirmée, Pantxo restera en prison, Xan et Xabi sont relaxés une nouvelle fois. Quelques jours plus tard Pantxoa aujourd'hui transféré à Fresnes arrête sa grève comme les autres militants basques. Maintenant face à ce verdict inique un certain nombre d'initiatives ont été prises au Pays Basque Nord : le samedi 15 octobre à Bayonne 60 à 70 personnes se sont rassemblées devant le local du PS sur lequel a été apposé une banderole demandant la libération de Pantxoa, le 21 octobre intervention au Festival du Théâtre , bombage diff de tracts...A Bordeaux le mercredi 19 une trentaine de personnes ont bloqué plusieurs rues de la ville déployant une banderole où était inscrit le slogan suivant « 4 ans de prison pour défendre un ami la jeunesse emmerde la justice, libérez Pantxoa. », deux cocktails molotov ont été lancés contre la façade du bureau de garnison de Bayonne revendiqué par un groupe inconnu jusqu'à lors : Euskadi Borroka.

A un niveau plus général la campagne pour la libération de Pantxoa s'oriente vers une campagne pour l'amnistie (selon la loi du 20 juillet 1988 un jeune de moins de 21 ans lors des faits et avec un casier judiciaire vierge peut être amnistié par le Président de la République), à ce propos un dossier est disponible en français et en basque auprès de AJIR, et un dossier en français sera prêt incessamment sous peu à Réflex, une carte postale adressée au Président de la République sera prête à diffusion et à l'envoi mi novembre. Sinon vous pouvez écrire à Pantxoa, lui envoyer des fanzines, de la lecture, à François Angevin n°786165 MPF de Fresnes, allée des Thuyas 94261 Fresnes Cedex, pour tout soutien, communiqué, fric etc écrire à AJIR 23 bls rue des Tonnellers 64100 Bayonne (n° de compte Crédit Mutuel de Bayonne 23 385 840 sans ordre) ou à Réflex qui transmettra.

# Liberté pour Casabonne

*Depuis plusieurs numéros, nous vous parlons de Casabonne, otage en Espagne depuis plus d'un an. Le 1er décembre a lieu son procès en Espagne. Plusieurs manifestations de soutien auront lieu pour demander sa libération immédiate. A Paris, un rassemblement devrait avoir lieu devant l'Ambassade d'Espagne. La pression sur les autorités françaises sera d'une très grande importance. En effet, les rencontres successives entre les différents services policiers français et espagnols montrent la volonté de continuer les expulsions et la répression du Mouvement de libération nationale du peuple basque. Jean-Philippe Casabonne se retrouve pris dans ces tractations entre l'Espagne et la France.*

## Un procès politique

Il faut restituer l'arrestation dans un contexte qui a été celui de l'accélération de la collaboration des états français et espagnols dans le cadre de la lutte "anti terroriste" visant à porter un coup décisif au mouvement abertzale (nationaliste) de gauche en Euskadi sud et à l'organisation armée E.T.A. militaire. Plus précisément, cette stratégie a consisté à concentrer la répression sur "les maillons faibles" de ce mouvement, c'est à dire les prisonniers politiques et les réfugiés en Pays Basque Nord. Durant cette escalade dans l'offensive répressive, on a également cherché à criminaliser les soutiens et les sympathies, même les plus légales, en faveur de ces réfugiés ou prisonniers politiques, voire même ceux qui, ne faisant pas partie de ce mouvement, sont accusés par le pouvoir espagnol d'être les "alliés objectifs" du terrorisme en réclamant le respect des procédures de l'état de droit.

Pour justifier cette collaboration franco-espagnole et la banalisation de procédures telles que les expulsions en urgence absolue, la thèse des français membres ou collaborateurs d'E.T.A. a été utilisée à plusieurs reprises. L'arrestation de Jean Philippe, même si le dossier est demeuré vide, est arrivée au bon moment. Ceux qui n'ont eu de cesse de diffuser dans les médias les informations erronées du ministère de l'intérieur espagnol ont pu ainsi faire oublier leur abandon total à toute référence aux conventions internationales ou à l'ordre juridique interne à un état de droit. Ainsi la police française aurait perquisitionné l'appartement de Jean Philippe à Bordeaux en toute illégalité sans que cela ne scandalise outre mesure les défenseurs attirés des droits de l'homme. N'ayant pu découvrir le moindre indice matériel, l'accusation n'a eu d'autres recours que de se lancer dans un chantage permanent au repentir : il suffisait à Jean Philippe d'avouer son appartenance à E.T.A. et de désavouer publiquement un tel engagement en disant qu'il s'était fait manipuler pour se retrouver libre. Il ne l'a pas voulu et on lui fait payer au prix fort. Au lieu de cela, il a maintenu ses affirmations quant à ses sympathies envers les réfugiés basques et au bien fondé de la revendication de libération nationale en Euskadi.

## Le soutien

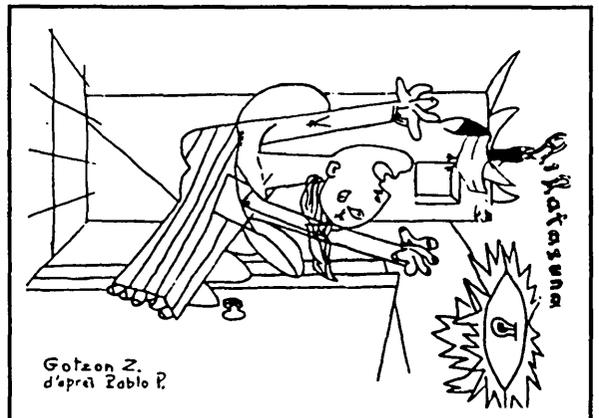
Face à une situation comme celle de Jean Philippe, la stratégie de défense à développer se retrouve souvent devant un choix classique mais complexe qui s'est traduit dans les faits par des approches différentes de soutien :

- pour certains il fallait uniquement l'axer sur le fait que le dossier était vide et ne pas se situer sur le terrain politique imposé par l'accusation ; l'argument étant qu'en agissant ainsi on faisait prendre plus de risques à Jean Philippe quant aux pressions exercées dans la prison et quant à l'issue du procès.

- pour d'autres, les auteurs de ce dossier entre autre, la logique était de dire qu'il faut aussi avoir une argumentation politique pour répondre à un procès politique surtout dans la mesure où le principal intéressé maintient ses déclarations et qu'il en sera question au moment du procès.

La première démarche a été celle du SNES, syndicat dont Jean Philippe était militant. Il a été à l'initiative d'un soutien de type "humanitaire" qui s'est traduit notamment par un appel paru dans le "Monde" (20.02.88) signé par des syndicalistes et des intellectuels.

L'autre démarche peut compter sur des forces organisées moins importantes dans l'Etar français (libertaires, renovateurs, extrême-gauche, abertzale, etc...). Cependant, suite à la visite de Claude Llabres à Alcalá Meco en février 88, un comité national de personnalités pour la libération de Jean Philippe Casabonne a lancé un autre appel.



# Une œuvre oubliée du PSOE : le plan ZEN

Cet article est tiré de *Euskadi Information*

Septembre 88. *Euskadi Information* : EKIN - BP 193 - 64104 Bayonne cédex

Alors que l'Espagne du PSOE mène tous azimuts une offensive diplomatique internationale pour montrer son vernis d'honorabilité d'Etat de droit, et obtenir la collaboration des organisations internationales et des Etats dans sa politique de répression contre le Mouvement de Libération Nationale Basque, il nous a paru nécessaire de rappeler que le pan ZEN, œuvre du PSOE, est toujours appliqué en Euskadi.

## Définition du plan ZEN

Il contient les dispositions acceptées par le gouvernement du PSOE après son accession au pouvoir en octobre 1982. ces dispositions visent le renforcement de la lutte contre le Mouvement de Libération Nationale basque et concernant les quatre provinces d'Euskadi Sud. Il a été mis en application en février 1983.

ZEN veut dire Zone Spéciale Nord.

### Les cinq niveaux d'intervention du plan ZEN

1/ Au niveau politique : la stratégie mise en place vise à obtenir la collaboration des institutions issues du Statut dit d'autonomie de 1979. En effet, après la désapprobation de la constitution espagnole en 1978 par les Basques et le manque de légitimation de l'Etat espagnol en Euskadi Sud, le PSOE s'efforcera de faire en sorte que le fonctionnement des institutions mises en place dans le cadre du statut dit d'autonomie et la pratique des organisations politiques qui y sont liées aboutissent à une légitimation de fait de l'Etat espagnol en Euskadi Sud.

Résultats atteints : A) Obtention du pacte de législature PNV/PSOE - B) Obtention de l'accord pour la normalisation et la pacification signé le 12 janvier 1988, c'est à dire le pacte anti-ETA qu'il faut interpréter comme acceptation des partis politiques basques (sauf HB) de la politique répressive et anti-basque du PSOE. -

C) La police dite autonome basque (Ertzantza) et les polices municipales sont de plus en plus intégrées aux tâches du maintien de l'ordre public de la Police nationale espagnole : nous avons pu le constater lors des fêtes de Donostia et Bilbao ("incidents" significatifs très peu rapportés par la presse internationale) ; phénomène qui s'est produit dans toutes les colonies : des Harkis d'Algérie aux Cipayes d'Inde.

2/ Niveau social : le plan ZEN se propose de détruire la base sociale d'ETA surtout à travers les moyens de communication en y impulsant une politique d'intox, de manipulation et de désinformation. Il s'agit de détruire aux yeux de l'opinion publique l'image des "gudaris", c'est à dire "les combattants". Il faut par contre substituer le terme de "terrorisme", présenter le résistant basque comme un "fanatique", un "sectaire", un "névrosé", voire un "fasciste". Résultat : Quant on voit le comportement d'une grande partie de la presse et la sémantique utilisée, l'on peut dire que le succès est réel. par contre, c'est l'échec en ce qui concerne la réduction de la base sociale de l'ETA.

3/ Au niveau légal : Mise en place d'une stratégie pour faire accepter l'ensemble des lois d'exception par les couches populaires et obtenir des "terroristes repentis" sur le modèle italien. Résultat : C'est l'échec net. Très peu de prisonniers se sont laissés duper par la politique de "réinsertion sociale". L'échec dans ce domaine est facile à comprendre : comparer la résistance basque aux Brigades rouges est une grossière erreur.

4/ Niveau policier : Outre la centralisation et la coordination du commandement contre les commandos de l'ETA, le plan ZEN accorde désormais une grande importance à la formation et à l'action psychologique. Il s'agit d'une part de permettre une meilleure pénétration par la police du tissu social basque, d'autre part de confier les "interrogations" à un personnel spécialisé afin que ne se reproduise plus le cas de Joseba Arregui (mort sous la torture en février 81).

Résultats : La nouvelle méthode (torture + psychologie) a été employée avec succès à l'encontre de Alfonso Etchegarai (voir son récit dans *Euskadi Information* n°50). De nombreux cas de tortures n'ont pu être prouvés ces derniers temps, car désormais les mauvais traitements infligés laissent peu de traces. Les tortionnaires font dans la finesse, grâce au plan ZEN, à tel point que même les organisations humanitaires se laissent prendre au jeu.

5/ Niveau international : A ce niveau, citons simplement le texte du plan ZEN : "Maintenir le contact avec les pays qui ont souffert le fléau terroriste et s'intégrer chaque fois plus dans le réseau informatif sur le terrorisme à niveau européen? Les actions - pour le cas ETA - doivent avoir une spéciale incidence sur l'Etat français..."

Les gouvernements démocratiques ne prennent pas des décisions à l'encontre de leur opinion publique des pays étrangers, donnant des nouvelles objectives sur la réalité terroriste". Avec le plan ZEN, l'Espagne du PSOE a élaboré une stratégie active en vue d'obtenir la collaboration des organisations internationales et des Etats.

Les résultats atteints sont réels :

A) Le bilan de la coopération franco-espagnol est riche (voir article). - B) Le bilan du GAL n'a été possible en pratique que dans la mesure où il doit son existence à la collaboration entre Paris et Madrid. - C) le PSOE obtient maintenant à Strasbourg des motions de condamnation contre ETA et le mouvement populaire basque ; il est à remarquer que ces motions de condamnation recueillent l'unanimité de tous les secteurs espagnols, extrême-droite et droite compris.

D) Surtout la presse française est aux petits soins du PSOE pour diffuser son message : droit, démocratie, modernité, antiterrorisme, etc. Thierry Maliniak, du journal *Le Monde*, est un modèle du genre. Anne Sinclair sur TF1 sait également utiliser la brosse à reluire pour diffuser l'image de la "jeune démocratie espagnole" menacée par le terrorisme basque.

# VOYEZ COMME ON S'HANE



Laid Thenardier  
C/O Octobre  
BP 781  
75124 PARIS

CE DISQUE EST DISPONIBLE POUR 40,90frs PORT COMPRIS AUPRES  
DE V.I.S.A .



## CAUSEZ DANS LE MICRO

Vous pouvez laisser tous vos messages, informations, manifestations, actions... :

**REPONDEUR REFLEX :**  
**46.45.25.30**

**REPONDEUR REFRACTAIRES:**  
**43.03.62.03**

**REPONDEUR COMMISSION PRISON-REPRESSION :**  
**42.46.53.30**

**JOURNAL TELEPHONE LIGUE DES DROITS DE L'HOMME :**  
**47.07.41.14**

**RESEAU SOLIDARITE A LILLE :**  
**Repondeur : 20.91.68.20**  
**Minitel : (de 10h à 22h) :**  
**20.91.12.37 Tapez RESO**

## Radio Libertaire

Le 7ème anniversaire de radio Libertaire sera célébré le Vendredi 2 décembre 1988 à 20h30 dans la grande salle de la mutualité 24 rue Saint Victor Métro Maubert  
avec au programme : Xavier Lacouture - Font et Val

Radio libertaire 89,4 Mgh

**ABONNEZ-VOUS ! 1 An - 10numéros ( normal).....80 Frs**  
**1An - 10 numéros (soutien).....120Frs**  
**Abonnement diffusion : 1 an en 3 ex.....200Frs**  
**Chèques à l'ordre de Reflex**

**NOM.....**  
**Prénom.....**  
**Adresse.....**

**ADRESSE POSTALE : 14 RUE DE NANTEUIL 75015 PARIS**